

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité



MINISTERE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT A FIN JUIN 2018

Août 2018



« La Guinée a l'énergie de l'émergence. Son avenir économique est incomparable parce que son économie est diversifiée : un potentiel hydroélectrique inédit sur le continent africain, une agro-industrie prometteuse et une population qui se caractérise par sa jeunesse.

Je tiens à remercier les investisseurs et bailleurs qui nous font confiance aujourd'hui : la Guinée leur garantie un développement qui profitera non seulement à toute la population guinéenne mais également à toute la grande région de l'Afrique de l'Ouest.»

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

(extrait du discours prononcé à l'occasion de la Reunion du Groupe Consultatif sur le financement du PNDES à Paris, le 16 novembre 2017).

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances au cours des six (6) premiers mois de l'année 2018.

La loi L/2017/059/AN portant loi de finances pour l'année 2018 a été promulguée le 29 décembre 2017 par le Président de la République et les crédits budgétaires ouverts par cette loi ont été notifiés aux ministères et institutions à la même date.

Pour accompagner l'exécution budgétaire 2018, le Ministre du Budget a mis à la disposition des Ordonnateurs, la circulaire 0024/MB/CAB/2018 du 11 janvier 2018 rappelant les règles et procédures d'exécution du budget de l'Etat.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique, le Ministre du Budget a signé l'arrêté n°2018/1125/MB/SGG du 14 mars 2018 portant plan d'engagement budgétaire pour le premier trimestre de l'année 2018 afin de réguler l'exécution budgétaire en fonction des possibilités de trésorerie avec une annexe présentant le plan d'engagement annuel séquencé par trimestre, révisable en fonction des données de l'exécution budgétaire. Après l'évaluation de l'exécution budgétaire à fin mars 2018, le Ministre du Budget a procédé à l'actualisation du plan d'engagement du 2^{ème} trimestre par l'arrêté n°2018/3327/MB/SGG du 16 avril 2018.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin juin 2018 base paiement présente une tendance favorable en recettes et en dépenses. En effet, sur un objectif semestriel de 7 294,29 Mds, les recettes ont été mobilisées à hauteur de 7 629,48 Mds, soit 104,60 % (voir tableau n°4). Cette réalisation concerne les recettes fiscales pour 6 607,73 Mds (86,61%), les dons, legs et fond de concours pour 439,11Mds (5,76%) et les autres recettes pour 582,64 Mds (7,64%). Comparé à l'objectif annuel de 18 537,02 Mds, les recettes ont atteint 41,16%.

Quant aux dépenses, elles se chiffrent à 5 016,04 Mds contre une prévision semestrielle du plan d'engagement de 7 124,58 Mds soit 70,40%. Elles se répartissent entre les dépenses courantes pour 4 075,95 Mds (81,26%) et les dépenses d'investissement pour 940,09 Mds (18,74%). Comparées à l'objectif annuel de 20 861,89 Mds, les dépenses sont exécutées à hauteur de 24,04%.

Le solde de base à fin juin 2018 s'est établi à 1 358,74 Mds contre un objectif du programme économique 2017-2020, soutenu par la facilité élargie de crédit du FMI, de 1 022 Mds. Ce trimestre a été caractérisé par un resserrement de la politique budgétaire, en vue de s'aligner aux objectifs quantitatifs à fin juin 2018 dudit programme.

TABLES DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES	7
INTRODUCTION	8
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	13
I.1-RAPPEL DES DISPOSITIONS FISCALES DE LA LFI 2018	13
I.2-ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES.....	13
I.2-1 Analyse de l'exécution par nature de recettes.....	14
I.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie	15
I-3 : SITUATION DES RESTES A RECOUVRE	24
II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	24
II -1 SITUATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS.....	24
II-2 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES	26
II -2-1 Analyse des dépenses par titre	27
DEPENSES COURANTES.....	27
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	28
II-2-2 situation des instances de paiement au 30 juin 2018	30
III-SOLDE BUDGETAIRE	30
IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT.....	30
IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT.....	30
IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT	30
V-CONCLUSION.....	32
ANNEXES	33
<u>TABLEAU 16: EXECUTION GLOBALE/PHASE DE LA DEPENSE ET PAR ADMINISTRATION A FIN JUIN 2018 EN DE MILLIARDS DE GNF</u>	
<u>TABLEAU 17: EXECUTION GLOBALE DES DEPENSES/ ADMINISTRATION ET GRANDES NATURES (BASE ENGAGEMENT) A FIN JUIN 2018 EN DE MILLIARDS DE GNF.....</u>	
<u>TABLEAU 18: EXECUTION GLOBALE DES DEPENSES/ ADMINISTRATION ET GRANDES NATURES YC FINEX (BASE PAIEMENT) A FIN JUIN 2018 EN DE MILLIARDS DE GNF.....</u>	
<u>TABLEAU 19.A: ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES DE TRANSFERT (HORS COLLECTIVITE) EN MILLIARDS DE GNF</u>	
<u>TABLEAU 19B: ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES DE TRANSFERTS (COLLECTIVITES) EN DE MILLIARDS DE GNF.....</u>	
<u>TABLEAU 20: VENTILATION DU BUDGET 2018 EN FONCTION DES PILIERS DU PNDES A FIN JUIN 2018 (EN MILLIARDS DE GNF) ...</u>	
<u>TABLEAU 21 : SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS BUDGETAIRES DE L'ETAT EN MILLIARDS DE GNF</u>	

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
CBG	Compagnie des bauxites de Guinée
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la Transition
DeMPA	
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du Budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du Budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie Générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d’appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	
PNDES	Programme national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l’énergie
RGGBCP	Règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d’affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1	Exécution par grandes masses comparées à la loi de finances initiale 2018
Tableau 2	Exécution des dépenses d'investissement par piliers du PNDES à fin juin 2018 (en milliards de GNF)
Tableau 3	Exécution par grande fonction base engagement à fin juin 2018 (en milliards de GNF)
Tableau 4	Exécution Globale des recettes fin juin 2018 en milliards de GNF
Tableau 5	Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin juin 2018 (en milliards de GNF)
Tableau 6	Exécution des Autres recettes fin juin 2018 en milliards de GNF
Tableau 7	Exécution des recettes collectées par la DNI à fin juin 2018 en milliards de GNF
Tableau 8	Exécution des recettes collectées par la DGD à fin juin 2018 (en milliards de GNF)
Tableau 9	Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin juin 2018 en milliards de GNF
Tableau 10	Situation des restes à recouvrer à fin juin 2018 en milliards de GNF
Tableau 11	Situation des Mouvements de crédits à fin juin 2018 (en milliards de GNF)
Tableau 12	Exécution Globale/Grandes natures et phases de la Dépense publique hors FINEX
Tableau 13	Exécution des projets Finex en milliards de GNF
Tableau 14	Situation des Instances de paiement en milliards de GNF
Tableau 15	Situation des ressources et des charges de financement en milliards de GNF
Tableau 16	Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin juin 2018 en de milliards de GNF
Tableau 17	Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base engagement) à fin juin 2018 en de milliards de GNF
Tableau 18	Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin juin 2018 en de milliards de GNF
Tableau 19.a	Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (hors collectivité) en de milliards de GNF
Tableau 19.b	Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (collectivité) en de milliards de GNF
Tableau 20	Ventilation du budget 2018 en fonction des piliers du PNDES à fin juin 2018 (en milliards de GNF)
Tableau 21	Situation Résumée des Opérations Budgétaires de l'Etat en milliards de GNF

Liste des graphiques

Graphique 1 : Analyse de l'exécution globale des recettes

Graphique 2 : Exécution des recettes par régions

Graphique 3 : Analyse globale des dépenses par titre

Graphique 4 : Exécution des dépenses par titre base engagement

Graphique 5 : Exécution des dépenses par titre base paiement

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget et l'application de la loi de finances destinés à l'Assemblée Nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits et des opérations de financement.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et à l'Assemblée Nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Au cours de l'année 2018, les objectifs de la politique budgétaire continueront de s'appuyer sur (i) le maintien du déficit budgétaire et de l'endettement à un niveau raisonnable en pourcentage du PIB, (ii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iii) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (iv) une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services sociaux de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (v) le renforcement de la déconcentration budgétaire et (vi) la poursuite de la mise en œuvre du plan de réformes des finances publiques.

Le cadrage macroéconomique ayant servi à l'élaboration de la loi de finances 2018 est basé sur une projection de taux de croissance du PIB de 5,8%. Le Gouvernement projette un taux de pression fiscale de 14,51%, un taux d'inflation (en moyenne annuelle) de 8,2%, un taux de change moyen de 1 610,0 GNF pour 1 Dollar US, un solde budgétaire dons exclus (base engagement) de -3 713,20 Mds, soit - 3,48% du PIB contre -4 583,49 Mds soit -4,60% du PIB dans la LFI 2018.

Les grandes masses de la loi de finances pour l'année 2018 se présentent comme suit :

Tableau N°1 : Exécution par grandes masses comparées à la loi de finances initiale 2018

Grandes masses	Loi de finances 2018	Objectifs à fin juin 2018	Exécution à fin juin 2018	Pourcentage
Recettes intérieures	16 553,55	7 294,29	7 938,25	108,83%
Dépenses courantes	13 219,04	5 541,99	4 910,38	88,60%
Dépenses d'investissement	7 823,50	1 582,59	1 518,96	95,98%
Solde de base dons exclus	-4 583,49	1 022,00	1 358,74	132,95%
Solde de base dons exclus en % du PIB	-4,60%	1,03%	1,36%	

Contexte économique et budgétaire

Au cours du premier semestre 2018, l'exécution du budget intervient dans un contexte caractérisé par :

- ❖ La nomination d'une nouvelle équipe gouvernementale ;
- ❖ La phase de croisière de mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020), après la conférence des bailleurs pour son financement en novembre 2017;
- ❖ Les mouvements de grève dans le secteur de l'éducation qui ont relativement perturbé l'activité économique;
- ❖ Les discussions avec le syndicat de l'éducation ayant abouti à un accord sur l'octroi des avantages salariaux convenus qui ont une incidence sur la grille salariale qui a soutenu les prévisions des dépenses de personnel en loi de finances 2018;
- ❖ L'utilisation de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat dans ses nouvelles classification économique, administrative et fonctionnelle, avec une incidence sur le déploiement des crédits budgétaires entre les différents titres de dépenses et entre les services ;
- ❖ La production du plan d'engagement annuel séquentiel par trimestre et la signature de l'arrêté portant plan d'engagement du premier trimestre pour réguler l'exécution budgétaire;
- ❖ L'évaluation du système de gestion des finances publiques 2014-2016 de la Guinée selon la méthodologie PEFA après la précédente évaluation conduite en 2013;
- ❖ L'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA ;
- ❖ L'évaluation de la gestion de la dette publique selon la méthodologie DeMPA ;
- ❖ L'organisation des élections communales et communautaires le 04 février 2018 ;
- ❖ La tenue à Conakry en février 2018 de l'atelier international sur le thème « Vers plus de transparence, participation et redéveloppement en Afrique » ;
- ❖ L'organisation à Conakry du forum des dirigeants des administrations douanières des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La politique budgétaire au premier semestre 2018 est marquée par :

- ❖ L'engagement à la préservation de la stabilité macroéconomique et à la réalisation du programme des réformes après le diagnostic des causes des dérapages budgétaires enregistrés à fin 2017;

- ❖ Le retard dans la mise en exécution de certaines dispositions de la loi de finances 2018, en matière de politique fiscale, notamment sur les retenues sur salaires et la taxe d'assurance.

Déclinaison du budget en piliers du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES)

Le PNDES 2016-2020 a pour objectif global de promouvoir une croissance forte, de qualité et d'opérer la transformation structurelle de l'économie. Sa bonne mise en œuvre contribue à mettre le pays sur la trajectoire du développement durable.

Les résultats finaux attendus de cet objectif global sont de deux ordres :

- à l'horizon 2020, le bien-être de la population guinéenne est amélioré, les inégalités sont réduites et l'équité intergénérationnelle est améliorée ;
- la transformation structurelle durable de l'économie guinéenne est amorcée.

Le PNDES repose ses stratégies sur quatre (4) piliers adossés à la Loi de Finances 2018 conformément à la ventilation ci-après :

- ❖ Pilier 1: Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable;
- ❖ Pilier 2 : Transformation économique durable et inclusive;
- ❖ Pilier 3 : Développement inclusif du capital humain;
- ❖ Pilier 4 : Gestion durable du capital naturel.

L'année 2018 situe la Guinée à mi-chemin de l'horizon 2020 ; ce qui interpelle la politique budgétaire pour davantage traduire dans l'exécution budgétaire l'engagement d'atteindre ces résultats finaux. A cet effet, la synthèse de l'exécution du budget 2018 par pilier du PNDES pour le premier semestre est présentée dans le tableau 18 joint en annexe.

A fin juin 2018, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES sur la base des engagements se situe globalement à 26,74%, avec une forte variation entre 3,28% pour le pilier Gestion durable du capital naturel) et 37,04% pour le pilier Développement inclusif du capital humain dont le niveau est essentiellement influencé par l'organisation en juin 2018 des examens nationaux et le paiement des bourses scolaires. Les crédits des ministères impliqués dans la promotion de la bonne gouvernance ont été engagés à 33.97% pendant que ceux des ministères intervenant dans la transformation économique durable et inclusive ont atteint 35.42%.

Comparé au 1^{er} semestre 2017, le rythme d'exécution base engagement du PNDES a connu une baisse, passant globalement de 35,63% à 26,74% en 2018.

Il convient également de préciser que les paiements réalisés à fin juin 2018 par rapport aux engagements représentent 80,87% (voir tableau 18).

L'exécution des dépenses d'investissements du PNDES (base paiement) à fin juin 2018 se situe à 940,09 Mds contre une prévision du plan d'engagement de 3 270,15 Mds ; soit un

taux d'exécution de 28,75%. Cette exécution du PNDES concerne les dépenses sur ressources intérieures pour 172,70 Mds et celles sur les ressources extérieures pour 767,39 Mds qui ont essentiellement servi à financer les investissements des piliers 1 et 2.

Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin juin 2018 (en milliards de GNF)

Libelles	LFI (1)	Plan d'Engagement T2	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
			T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	1 118,06	2 544,98	182,67	0,07	71,82	0,03	69,70	0,03	802,21	31,52%
<i>Dépenses d'investissement</i>	895,26	662,29	182,67	27,58%	71,82	10,84%	69,70	10,52%	97,19	14,67%
<i>FINEX</i>	222,8	1 882,69		0,00%		0,00%		0,00%	705,02	37,45%
Transformation économique durable et inclusive	5 383,31	715,93	354,64	0,50	239,27	0,33	239,27	0,33	128,37	17,93%
<i>Dépenses d'investissement</i>	1 557,06	595,91	354,64	59,51%	239,27	40,15%	239,27	40,15%	66,00	11,08%
<i>FINEX</i>	3 826,25	120,02		0,00%		0,00%		0,00%	62,37	51,96%
Developpement inclusif du capital humain	1 447,70	9,09	140,96	15,50	136,61	15,02	136,61	15,02	9,51	104,56%
<i>Dépenses d'investissement</i>	750,59	9,09	140,96	1549,86%	136,61	1502,08%	136,61	1502,08%	9,51	104,56%
<i>FINEX</i>	697,11	0,00		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Gestion durable du capital naturel	100,47	0,15	2,14	14,20	2,00	13,21	2,00	13,21	0,00	0,00%
<i>Dépenses d'investissement</i>	36,13	0,15	2,14	1420,14%	2,00	1320,83%	2,00	1320,83%	0,00	0,00%
<i>FINEX</i>	64,34	0,00		#DIV/0!		#DIV/0!		#DIV/0!	0,00	#DIV/0!
Total général	8 049,54	3 270,15	680,41	20,81%	449,69	13,75%	447,57	13,69%	940,09	28,75%

Sources : DNB/DNSI

L'exécution à fin juin 2018 dans les dix fonctions de l'administration

L'examen du tableau ci-dessous montre que pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le gouvernement continue à axer ses efforts sur les fonctions Administrations Publiques, Enseignement, Défense, Ordre et Sécurité Publique et Affaires Economiques qui absorbent 92,95% du montant exécuté au cours de la période.

- Les Services Généraux des Administrations Publiques ont connu une exécution de 44,35%.
- L'exécution de la fonction enseignement s'est située à 19,04% en couverture essentiellement des augmentations de salaires des enseignants et des dépenses liées à l'orgarnisation des examens nationaux.
- L'exécution de la fonction Défense s'est située à hauteur de 16,51% destinée à la couverture des dépenses récurrentes de fonctionnement de l'armée, aux réformes du secteur de la défense et à la sécurisation des frontières.
- La part de la fonction Ordre et Sécurité Publics s'est établie à 7,30%..

- L'exécution de la fonction Affaires Economiques s'élève à 6,46% ce qui traduit l'effort du gouvernement dans l'amélioration des services sociaux de base et des projets d'investissements aptes à impulser la croissance. Il s'agit notamment des investissements prévus dans le domaine du développement rural (agriculture, pêche et chasse,...) et celui des infrastructures (combustibles, énergie et transport,...).

Tableau 3: Exécution par grandes fonctions base paiement à fin juin 2018 (en milliards de GNF)

LIBELLES	LFI 2018	Plan d'Engagement T2	charges financières de la dette	dépenses de personnel	dépenses de biens et services	dépenses de Transfert	dépenses d'investissement	Total	Part
Services Généraux des Administrations Publiques	5 099,22	2 739,44	504,89	202,11	412,91	516,58	587,88	2224,37	44,35%
Défense	1 893,81	881,14	0	634,13	69,79	120,15	4,32	828,39	16,51%
Ordre et Sécurité publique	479,99	256,36	0	159,54	4,74	6,9	194,89	366,07	7,30%
Affaire Economique	6 268,86	1 030,28	0	239,08	4,25	3,31	77,49	324,13	6,46%
Protection de l'Environnement	336,99	433,8	0	49,55	0,73	0,02	66	116,3	2,32%
Logement et Equipement Collectif	999,01	31,98	0	14,19	0	0,01	0	14,2	0,28%
SANTE	1 304,15	374,87	0	128,06	2,2	0,06	7,81	138,13	2,75%
Loisirs, Culture et Culte	520,38	1 335,41	0	7,67	30,51	0	0	38,18	0,76%
Enseignement	3 007,68	0	0	790,38	4,19	158,67	1,7	954,95	19,04%
Protection Sociale	951,8	41,3	0	8,34	0	2,98	0	11,32	0,23%
Total général	20 861,89	7 124,58	504,89	2 233,04	529,32	808,7	940,09	5 016,04	100%

Le compte rendu de l'exécution budgétaire au premier semestre 2018 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Conclusion.

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFI 2018

En plus des dispositions fiscales des lois de finances 2017, Les nouvelles dispositions fiscales contenues dans la LFI 2018, à mettre en œuvre se présentent comme suit :

- La modification de l'article 63 du code général des impôts relative à la retenue sur le revenu mensuel (article 8 LFI) ;
- La modification de l'article 229 du code général des impôts relative aux taux de l'impôt sur les sociétés (article 9 LFI) ;
- La modification des articles 244- 246, 248-250 du code général des impôts relative à l'impôt minimum forfaitaire (article 11 LFI) ;
- Disposition des articles 261, 262 et 264 du code général des impôts relative à la fiscalité immobilière (article 12 LFI) ;
- Dispositions de l'article 337 du code général des impôts relatives à la répartition du produit de la TUV (article 13 LFI) ;
- Dispositions de l'article 362 du code général des impôts relatives à la détaxation du gaz domestique (article 14).

I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

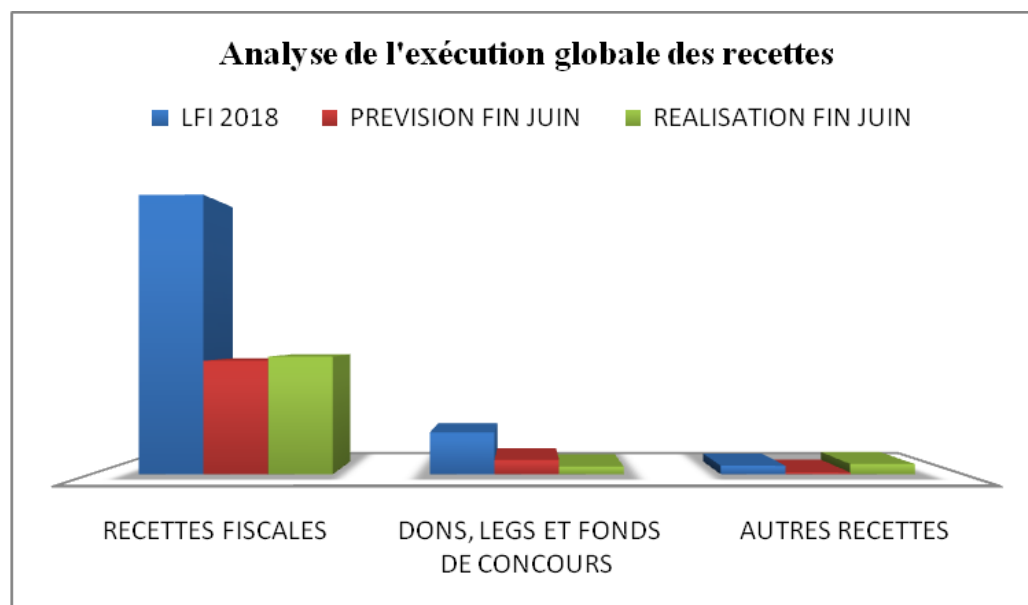
L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat au 30 juin 2018 se chiffre à 7 629,48 Mds contre une prévision semestrielle de 7 294,29 Mds, soit un taux d'exécution de 104,60%. Cette exécution concerne les recettes fiscales pour 6 607,73 Mds (86,61%), les dons legs et fonds de concours pour 439,11 Mds (5,76%) et les autres recettes pour 682,64 Mds (7,64%).

Sur la base des prises en charge comptables, le niveau global d'exécution des recettes se chiffre à 7 938,25 Mds.

Tableau 4 : Exécution Globale des recettes fin juin 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFI 2018	Situation à fin juin 2018			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	15 697,07	6 374,39	6 607,73	103,66%	86,61%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	2 355,40	810,66	439,11	54,17%	5,76%
3 AUTRES RECETTES	484,54	109,24	582,64	533,36%	7,64%
Total général	18 537,01	7 294,29	7 629,48	104,60%	100,00%

Graphique 1: Analyse de l'exécution globale des recettes



I.2-1 Analyse de l'exécution par nature de recettes

1.1 Recettes fiscales

Sur une prévision semestrielle de 6 374,39 Mds, les recettes fiscales ont été mobilisées à fin juin à hauteur de 6 607,73 Mds soit un taux d'exécution de 103,66%.

Cette mobilisation résulte essentiellement des efforts enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services pour 3 229,46 Mds (48,87%), les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 1 637,43 Mds (24,78%) et les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 1 559,23 Mds (23,60%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau 5 : Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin juin 2018 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2018	Situation à fin juin 2018		Taux	Part
		Prévision	Réalisation		
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 370,97	1 571,91	1 637,43	104,17%	24,78%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	197,53	118,32	131,03	110,75%	1,98%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	60,47	30,92	25,14	81,29%	0,38%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	8 847,65	3 079,72	3 229,46	104,86%	48,87%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	3 128,76	1 538,18	1 559,23	101,37%	23,60%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	91,69	35,35	25,45	71,99%	0,39%
TOTAL RECETTES FISCALES	15 697,07	6 374,39	6 607,73	103,66%	100,00%

1.2 Dons, Legs et Fonds de Concours

Sur une prévision annuelle de 2 355,40 Mds en dons, ces recettes ont connu une réalisation de 439,11 Mds.

1.3 Autres recettes

Les autres recettes ont été réalisées à fin juin 2018 à hauteur de 582,64 Mds sur une prévision de 109,24 Mds, soit un taux d'exécution de 533,36%. Ce niveau de réalisation porte sur les recettes diverses pour 471,77 Mds soit un taux d'exécution de 80,97%, les revenus de la propriété pour 60,29 Mds (10,35%), les ventes de biens et services pour 34,87 Mds (5,99%) et les amendes, pénalités et confiscations pour 15,71 Mds (2,70%).

La performance réalisée au niveau des recettes diverses est due au versement exceptionnel de 300 Mds de l'Agence de régulation des postes et télécommunications (ARPT) au cours du premier trimestre.

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

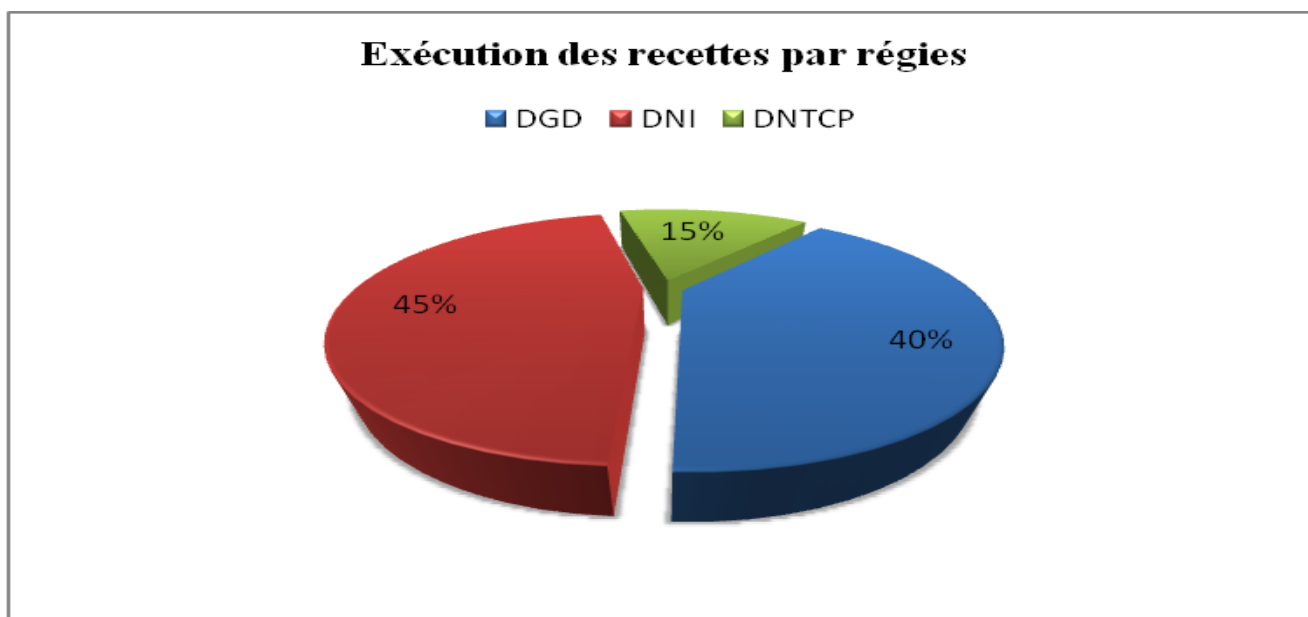
Tableau 6: Exécution des Autres recettes fin juin 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFI 2018	Situation à fin juin 2018		Taux	Part
		Prévision	Réalisation		
3 AUTRES RECETTES	484,54	109,24	582,64	533,36%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	93,73	9,98	60,29	604,05%	10,35%
312 Dividendes	93,73	9,98	60,29	604,05%	10,35%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	298,19	29,76	34,87	117,18%	5,99%
321 Ventes des établissements marchands	97,9	10,87	13,02	119,75%	2,23%
322 Droits et frais administratifs	198,89	18,54	21,86	117,89%	3,75%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,4	0,35	0,00	0,00%	0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	8,64	4,27	15,71	368,26%	2,70%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	8,64	4,27	15,71	368,26%	2,70%
35 RECETTES DIVERSES	83,98	65,24	471,77	723,18%	80,97%
351 Recettes diverses	83,98	65,24	471,77	723,18%	80,97%
Total général	484,54	109,24	582,64	533,36%	100,00%

1.2-2 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au premier semestre de 7 294,29 Mds, il a été mobilisé par les régies financières un montant de 7 629,48 Mds, soit un taux d'exécution de 104,60%.

Graphique 2: Exécution des recettes par régies



Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 3 474,54 Mds (45,54%), de la Direction Générale des Douanes pour 3 023,91 Mds (39,63%) et de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 1 131,03 Mds (14,82%).

– Direction Nationale des Impôts (DNI)

Sur un objectif à fin juin 2018 de 3 434,84 Mds, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 3 474,54 Mds; soit un taux d'exécution de 101,16%.

La part de chaque nature de recettes dans cette mobilisation est de (47,65%) pour les impôts sur biens et services, (47,13%) pour les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital, (3,77%) pour les impôts sur les salaires et la main d'œuvre, (0,73%) pour les autres recettes fiscales et (0,72%) pour les impôts sur le patrimoine.

Cette performance s'explique par la plus-value constatée au niveau des rubriques suivantes:

Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital

La plus value enregistrée sur cette ligne provient des acomptes provisionnels de l'IS payés par la SAG et la CBG, de la relance des redevables de l'IMF, de l'application du taux de 1,5% sur les chiffres d'affaires de l'exercice précédent par un nombre réduit de grandes entreprises, de l'augmentation de la production minière au niveau des trois principales sociétés minières (SMB, CDM-chine et Guinéenne des Mines) ainsi que la retenue opérée par les banques, les sociétés de téléphonie, les sociétés d'économie mixte et les sociétés minières sur les fournisseurs locaux non assujettis à la TVA.

Impôts sur les salaires et la main d'œuvre : cette plus-values s'explique par l'augmentation du taux indiciaire au niveau de la fonction publique, les paiements des salaires des nouveaux fonctionnaires et celui du projet d'extension de la CBG, l'impact positif de la régularisation des impôts sur salaires des sociétés sous-traitantes (c'est le cas de WBHO et BEL Air Mining pour ALUFER Mining).

Quant aux moins-values, elles s'expliquent par la faiblesse de la consommation, les multiples arrêtés d'exonération octroyés par le Ministère de l'Industrie et des PME, la non maîtrise de la TVA déductible au cordon douanier, le retard du lancement de la campagne de vente des vignettes de la TUV pour l'exercice 2018.

Le tableau ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DNI.

**Tableau 7: Exécution des recettes collectées par la DNI à fin juin 2018
en milliards de GNF**

Libellés	LFI 2018	Situation à fin juin 2018			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	7 690,07	3 434,84	3 474,54	101,16%	100,00%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 370,97	1 571,91	1 637,43	104,17%	47,13%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	872,90	470,51	473,21	100,57%	13,62%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	2 498,07	1 101,40	1 164,22	105,70%	33,51%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	197,53	118,32	131,03	110,75%	3,77%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	197,53	118,32	131,03	110,75%	3,77%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	60,47	30,92	25,14	81,29%	0,72%
131 Impôts sur la propriété immobilière	29,62	12,00	8,64	71,98%	0,25%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	30,85	18,92	16,50	87,19%	0,47%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	3 969,42	1 678,35	1 655,50	98,64%	47,65%
141 Impôts généraux sur les biens et services	1 785,53	749,51	835,31	111,45%	24,04%
142 Les accises	30,80	15,93	14,73	92,48%	0,42%
143 Impôts sur les services déterminés	531,99	147,06	96,18	65,40%	2,77%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 621,09	765,84	709,28	92,61%	20,41%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	91,69	35,35	25,45	71,99%	0,73%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	91,69	35,35	25,45	71,99%	0,73%
Total	7 690,07	3 434,84	3 474,54	101,16%	100,00%

– Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes à fin juin 2018 se chiffrent à 3 023,91 Mds sur une prévision semestrielle de 2 851,50 Mds; soit un taux d'exécution de 106,05%.

Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 1 559,23 Mds (51,56%) et les impôts sur biens et services pour 1 464,68 Mds (48,44%).

Au niveau des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales, la mobilisation enregistrée porte essentiellement sur les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 1 070,46 Mds et les taxes à l'exportation pour 488,77 Mds.

En ce qui concerne les impôts sur biens et services, la réalisation concerne les impôts généraux sur les biens et services pour 1 421,68 Mds et les accises pour 43,00 Mds.

Cette performance réalisée peut être expliquée par la combinaison de plusieurs facteurs dont entre autres :

- L'augmentation du volume des importations taxables. Pendant le premier semestre 2018, le volume des importations taxables est 2 76,52 Mds de TM ;
- L'application du tarif extérieur commun (TEC) avec la taxe d'ajustement à l'importation (TAI) qui a eu un impacte réel sur les recettes et l'activité économique ;
- Les effets positifs des reformes sur les recettes.

Cependant, le soutien à la politique pétrolière (subvention) à un impact négatif sur les recettes passant de 67,36 Mds au premier semestre 2017 à 521,66 Mds à fin juin 2018.

Il convient de préciser que l'analyse des recettes collectées par la DGD n'intègre pas les redevances d'entretien routier (RER) qui se chiffrent à 139,63 Mds.

Les différences entre les chiffres communiqués par la Direction Générale des Douanes et ceux de ce présent rapport résultent de l'effet nouvelle nomenclature budgétaire qui s'est traduit par le reclassement de certaines lignes de recettes.

Le tableau ci-après présente les catégories de recettes mobilisées par la DGD.

**Tableau 7: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin juin 2018
en milliards de GNF**

Libellés	LFI 2018	Situation à fin juin 2018		Taux	Part
		Prévision	Réalisation		
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	2 708,34	1 313,33	1 464,68	111,52%	48,44%
141 Impôts généraux sur les biens et services	2 649,19	1 285,19	1 421,68	110,62%	47,01%
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	1 945,95	933,57	1 419,69	152,07%	46,95%
1411002 TVA à l'importation	1 850,95	886,07	1 310,56	147,91%	43,34%
1411003 TVA sur FINEX	95	47,50	109,13	229,75%	3,61%
14112 Taxe sur la vente des produits pétroliers	703,24	351,62	1,99	0,57%	0,07%
1411200 Taxe sur la vente des produits pétroliers	703,24	351,62	1,99	0,57%	0,07%
142 Les accises	59,15	28,14	43,00	152,83%	1,42%
14210 Droits d'accises	59,15	28,14	43,00	152,83%	1,42%
1421000 Droits d'accises	59,15	28,14	43,00	152,83%	1,42%
14213 Amendes et saisies	0	0,00	0,00		0,00%
1421300 Amendes et saisies	0	0,00	0,00		0,00%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	3 128,76	1 538,18	1 559,23	101,37%	51,56%
151 Droits de douanes et autres droits à l'importation	2 464,83	1 202,58	1 070,46	89,01%	35,40%
15110 Droit fiscal à l'Importation	2 018,44	992,33	812,06	81,83%	26,85%
1511000 Droit fiscal à l'Importation	2 018,44	992,33	812,06	81,83%	26,85%
15111 Droit de Magasinage	0,37	0,19	0,28	152,76%	0,01%
1511100 Droit de Magasinage	0,37	0,19	0,28	152,76%	0,01%
15112 Taxe d'Entreposage	50,34	25,16	32,39	128,76%	1,07%
1511200 Taxe d'Entreposage	50,34	25,16	32,39	128,76%	1,07%
15113 Redevances de liquidation	347,88	158,41	191,89	121,13%	6,35%
1511300 Redevances de liquidation	347,88	158,41	191,89	121,13%	6,35%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	1,89	0,66	1,03	156,19%	0,03%
1511400 Produit de Ventes aux Enchères	1,89	0,66	1,03	156,19%	0,03%
15115 Taxe Enregistrement Douane	13,04	5,51	15,88	288,27%	0,53%
1511500 Taxe Enregistrement Douane	13,04	5,51	15,88	288,27%	0,53%
15116 Taxes dégressives de protection	29,56	18,89	15,10	79,93%	0,50%
1511600 Taxes dégressives de protection	29,56	18,89	15,10	79,93%	0,50%
15118 Amendes et confiscations douanières	3,32	1,44	1,83	127,24%	0,06%
1511800 Amendes et confiscations douanières	3,32	1,44	1,83	127,24%	0,06%
152 Taxes à l'exportation	663,93	335,59	488,77	145,64%	16,16%

15213 Droit fiscal à la Sortie	663,93	335,59	488,77	145,64%	16,16%
1521300 Droit fiscal à la Sortie	663,93	335,59	488,77	145,64%	16,16%
Total	5 837,10	2 851,50	3 023,91	106,05%	100,00%

– Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin juin 2018, la DNCTP a mobilisé 1 131,03 Mds sur une prévision semestrielle de 934,02 Mds, soit un taux d'exécution de 121,09%. Cette exécution concerne les recettes fiscales pour 109,28 Mds (9,66%), les dons legs et fonds de concours pour 439,11 Mds (38,82%) et les autres recettes pour 582,64 Mds (51,51%).

La mobilisation des recettes fiscales à hauteur de 109,28 Mds concerne les impôts sur biens et services collectés par la DNTCP via l'Agence Comptable Centrale du Trésor en sa qualité de comptable assignataire des recettes en devises sur un objectif de 88,05 Mds, soit un taux d'exécution de 124,12%.

L'exécution des dons, legs et fonds de concours se situe à 439,11 Mds soit 54,17%.

Quant aux autres recettes elles portent essentiellement sur les recettes diverses pour 471,77 Mds consécutive au versement de 300 Mds par l'ARPT, les revenus de la propriété pour 60,29 Mds, les ventes de biens et services pour 34,87 Mds et les amendes et confiscations pour 15,71 Mds.

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DNTCP.

Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin juin 2018
en milliards de GNF

Libellés	LFI 2018	Situation à fin juin 2018		Taux	Part
		Prévision	Réalisation		
1 RECETTES FISCALES	2 169,90	88,05	109,28	124,12%	9,66%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	2 169,90	88,05	109,28	124,12%	9,66%
141 Impôts généraux sur les biens et services	1 851,98	4,59	0,00	0,00%	0,00%
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	1 851,98	4,59	0,00	0,00%	0,00%
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	1 843,77	0,00	0,00		0,00%
1411102 Taxes sur la vente d'alumine	0	0	0		0,00%
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	8,2	4,59	0,00	0,00%	0,00%
1411105 Taxes sur la vente de métaux précieux	0	0,00	0,00		0,00%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	317,92	83,46	109,28	130,94%	9,66%
14417 Redevances sociétés de pêche	78,65	43,65	43,44	99,52%	3,84%

1441700 Redevances sociétés de pêche	78,65	43,65	43,44	99,52%	3,84%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	9,02	5,10	2,19	43,00%	0,19%
1441800 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	9,02	5,10	2,19	43,00%	0,19%
14419 Redevances exploitation minières	80,45	12,11	38,13	314,79%	3,37%
1441900 Redevances exploitation minières	80,45	12,11	38,13	314,79%	3,37%
14420 Redevances d'exploitation réseau/surveillance et divers	0	8,80	5,36	60,86%	0,47%
1442000 Redevances d'exploitation réseau/surveillance et divers	0	8,80	5,36	60,86%	0,47%
14421 Redevances courtage	0	0,00	0,00		0,00%
1442100 Redevances courtage	0	0,00	0,00		0,00%
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	148,1	13,35	20,00	149,81%	1,77%
1442200 Redevances Téléphone Mobile GSM	148,1	13,35	20,00	149,81%	1,77%
14425 Redevances chasses et faune	1,71	0,45	0,17	37,07%	0,01%
1442500 Redevances chasses et faune	1,71	0,45	0,17	37,07%	0,01%
14428 Frais d'autorisation de transport	0	0,00	0,00		0,00%
1442800 Frais d'autorisation de transport	0	0,00	0,00		0,00%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	0	0,00	0,00		0,00%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	0	0,00	0,00		0,00%
16110 Timbres fiscaux	0	0,00	0,00		0,00%
1611000 Timbres fiscaux	0	0,00	0,00		0,00%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	0	810,66	439,11	54,17%	38,82%
22 LEGS	0	0,00	0,00		0,00%
221 Legs	0	0,00	0,00		0,00%
22100 Legs	0	0,00	0,00		0,00%
2210000 Legs	0	0,00	0,00		0,00%
3 AUTRES RECETTES	418,04	109,24	582,64	533,36%	51,51%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	93,73	9,98	60,29	604,05%	5,33%
312 Dividendes	93,73	9,98	60,29	604,05%	5,33%
31210 Dividendes perçus	93,73	9,98	60,29	604,05%	5,33%
3121000 Dividendes perçus	93,73	9,98	60,29	604,05%	5,33%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	231,69	29,76	34,87	117,18%	3,08%
321 Ventes des établissements marchands	31,4	10,87	13,02	119,75%	1,15%
32110 Locations d'actifs produits	20,01	4,97	9,32	187,65%	0,82%

3211004 Locations bâtiments administratifs à usage Commercial	20,01	4,97	9,32	187,65%	0,82%
32111 Locations d'actifs non produits	11,39	5,90	3,69	62,56%	0,33%
3211100 Locations d'actifs non produits	11,39	5,90	3,69	62,56%	0,33%
322 Droits et frais administratifs	198,89	18,54	21,86	117,89%	1,93%
32210 Enregistrement de spécialités pharmaceutiques	0	0,00	0,00		0,00%
3221000 Enregistrement de spécialités pharmaceutiques	0	0,00	0,00		0,00%
32211 Frais judiciaires	0,67	0,30	0,23	77,97%	0,02%
3221100 Frais judiciaires	0,67	0,30	0,23	77,97%	0,02%
32212 Recettes Consulaires	7,03	4,80	1,76	36,64%	0,16%
3221200 Recettes Consulaires	7,03	4,80	1,76	36,64%	0,16%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	0	0,00	0,00		0,00%
3221400 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	0	0,00	0,00		0,00%
32215 Cartes de séjour étrangers résidents	66,99	7,89	5,96	75,59%	0,53%
3221500 Cartes de séjour étrangers résidents	66,99	7,89	5,96	75,59%	0,53%
32216 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,52	0,63	0,00	0,00%	0,00%
3221600 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,52	0,63	0,00	0,00%	0,00%
32217 Vente de documents administratifs	111,56	0,07	10,37	14247,25%	0,92%
3221700 Vente de documents administratifs	111,56	0,07	10,37	14247,25%	0,92%
32219 Droits Topographiques	1,42	0,58	0,00	0,00%	0,00%
3221900 Droits Topographiques	1,42	0,58	0,00	0,00%	0,00%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	8,44	4,26	3,53	82,75%	0,31%
3222000 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	8,44	4,26	3,53	82,75%	0,31%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,27	0	0		0,00%
3222101 Droits et frais de contrôle de conformité des normes et de Métrologie légale	0,27	0	0		0,00%
32222 Frais de liberté publique	0	0	0		0,00%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,4	0,35	0	0,00%	0,00%
32310 Recettes des publications	1,4	0,35	0	0,00%	0,00%
3231000 Recettes des publications	1,4	0,35	0	0,00%	0,00%

33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	8,64	4,27	15,71	368,26%	1,39%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	8,64	4,27	15,71	368,26%	1,39%
33110 Amendes judiciaires	0,78	0,20	0,00	0,00%	0,00%
3311000 Amendes judiciaires	0,78	0,20	0,00	0,00%	0,00%
33111 Amendes Polices routières	0,8	0,31	0,13	41,30%	0,01%
3311100 Amendes Polices routières	0,8	0,31	0,13	41,30%	0,01%
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,79	0,20	0,00	0,00%	0,00%
3311200 Amendes Gendarmerie routière	0,79	0,20	0,00	0,00%	0,00%
33113 Amendes Pêche	6,27	3,57	15,58	436,92%	1,38%
3311300 Amendes Pêche	6,27	3,57	15,58	436,92%	1,38%
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0	0,00	0,00		0,00%
3311400 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0	0,00	0,00		0,00%
35 RECETTES DIVERSES	83,98	65,24	471,77	723,18%	41,71%
351 Recettes diverses	83,98	65,24	471,77	723,18%	41,71%
35110 Recettes sur prestations sportives	0,13	0,03	0,00	0,00%	0,00%
3511000 Recettes sur prestations sportives	0,13	0,03	0,00	0,00%	0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	0	0,00	0,00		0,00%
3511100 Ristournes sur les droits d'auteurs	0	0,00	0,00		0,00%
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	58,12	21,75	10,81	49,72%	0,96%
3511200 Ristournes sur les recettes des jeux	58,12	21,75	10,81	49,72%	0,96%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0	0,00	60,96		5,39%
3511300 Recettes en atténuation des dépenses	0	0,00	60,96		5,39%
35114 Recettes Exceptionnelles	25,72	43,46	400,00	920,48%	35,37%
3511400 Recettes Exceptionnelles	25,72	43,46	400,00	920,48%	35,37%
Total DNTCP	2 587,94	1 007,95	691,92	68,65%	61,18%
Total CADASTRE	66,5	0,00	0,00		0,00%
3211005 Location d'infrastructures minières	66,5	0,00	0,00		0,00%
Total DNTCP/YC CADASTRE	2 654,44	934,02	1 131,03	121,09%	100,00%

I-3 : Situation des restes à recouvrer

Les restes à recouvrer au niveau de la Direction Générale des Douanes au cours de la période se chiffrent à 3 448,09 Mds.

Le tableau ci-dessous présente la situation des restes à recouvrer

Tableau N° 10: Situation des restes à recouvrer à fin juin 2018 en milliards de GNF

NATURE DES RECETTES	EMISSIONS AU 30 JUIN 2018 (1)	RECOUVREMENTS AU 30 JUIN 2018 (2)	RESTES A RECOUVRER AU 30 JUIN 2018 (3=1-2)
IMPÔTS			
DOUANES	3 448,09	3 326,92	121,17
TRESOR			
TOTAL	3 448,09	3 326,92	121,17

Source : Régies

II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'exécution des dépenses budgétaires à fin juin 2018 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer.

II -1 Situation des mouvements de crédits

Les mouvements des crédits intervenus au cours du premier semestre 2018 s'annulent en ouverture et en annulation et se présentent comme suit :

Tableau 11: Situation des Mouvements de crédits à fin juin 2018 (en milliards de GNF)						
Section	Ministères/Institutions	LFI	Modifications			Crédits actuels
			Annulation	Ouverture	Total	
01	Présidence de la Rep	399,91	-21,89	24,39	2,50	402,41
02	Primature	64,35	0,00	0,00	0,00	64,35
03	Min.de la Défense	1 893,81	-16,00	16,00	0,00	1 893,81
04	Min.Admin.Terr.Dec	397,47	-125,11	130,04	4,93	402,40
05	Min.Sécurité.Prot.Ci	342,33	-14,52	14,52	0,00	342,33
06	Min.Justice.Gar.Scea	108,40	-15,57	15,57	0,00	108,40
07	Min.Aff.Etran.GEtran	388,08	-14,03	14,03	0,00	388,08
08	Ministère du Plan	123,23	-22,07	22,07	0,00	123,23
09	Min.Eco.et Finances	250,14	-3,86	3,86	0,00	250,14
10	Min. Travail et FP	113,39	-47,60	47,60	0,00	113,39
11	Min.de l'Agr	320,34	-10,77	10,77	0,00	320,34
12	Min.Pêche & Aquacul	56,00	-8,39	8,39	0,00	56,00
13	Min.Géo.Min	59,07	-4,25	4,25	0,00	59,07

14	Min.EtatTravaux.Pub.	1 076,88	-66,42	66,42	0,00	1 076,88
15	Min.Urb.Habit. Const	79,73	-1,97	1,97	0,00	79,73
16	Mn.Comm	49,11	-5,75	5,75	0,00	49,11
17	Min. Hotel. Tourisme	41,78	-2,60	2,60	0,00	41,78
18	Min.Santé.Hy.Publiq	876,63	-215,18	224,13	8,95	885,58
19	Min.Aff.Soc,P.F.& E.	86,88	-21,84	21,84	0,00	86,88
20	Min. Ens.pré.univ	1 512,44	-77,42	77,42	0,00	1 512,44
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	208,22	-9,53	9,53	0,00	208,22
22	Minist. Information	56,66	-9,00	9,00	0,00	56,66
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	55,33	-11,12	11,12	0,00	55,33
24	Assemblée.Nationale	188,78	-65,92	65,92	0,00	188,78
25	Cour Suprême	27,06	-12,76	12,76	0,00	27,06
26	Haute Autorité. Comm	18,26	-15,85	15,85	0,00	18,26
27	Conseil Eco. Social	22,92	-9,81	9,81	0,00	22,92
28	Secr. Gal Gouv	14,98	-6,44	6,44	0,00	14,98
30	Sec. Affair.Relig.	66,83	-42,82	42,82	0,00	66,83
31	Min.Environ.Eaux.For	102,71	-15,66	15,66	0,00	102,71
32	Ministère Transports	61,11	-16,81	16,81	0,00	61,11
33	Grande Chancel.	12,29	-5,73	5,73	0,00	12,29
34	Min. Ens.Sup.Rec.	1 036,56	-667,91	667,91	0,00	1 036,56
35	Grands Projets	21,23	-16,30	19,30	3,00	24,23
36	Min.Etat Energie Env	1 429,61	-962,20	962,20	0,00	1 429,61
37	Min. Tél. Econ.Num	36,33	-3,13	3,13	0,00	36,33
40	Ministère Elevage	18,34	-5,49	5,49	0,00	18,34
41	Min.Industrie et PME	68,79	-1,20	1,20	0,00	68,79
43	Min.Cultu.Arts.Patri	223,67	-12,78	20,66	7,88	233,47
46	Sec Etat Anti drogue	7,95	0,00	0,00	0,00	7,95
50	Ensembles des Gouvern	9,86	-4,93	0	-4,93	4,93
64	Min.du Budget	178,43	-9,17	9,17	0,00	178,43
67	Médiateur.Répub	17,57	-4,07	4,07	0,00	17,57
69	CENI	316,00	-12,00	12,00	0,00	316,00
72	Cours.Const	24,47	-15,04	15,04	0,00	24,47
73	Cour des Comptes	41,09	-12,87	12,87	0,00	41,09
74	Haute Cour de Justic	2,50	-2,50	2,50	0,00	2,50
75	Haut Conseil Collect	3,40	-3,40	3,40	0,00	3,40
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	-2,69	2,69	0,00	6,91
77	Min.UniteNat.Citoy	14,98	-1,21	1,21	0,00	14,98
99	Dépenses Communes	3 518,60	-93,95	71,62	-22,33	3 494,34
Total		16 051	-2 747,55	2 747,55	0,00	16 051,41

II-2 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses au titre du premier semestre 2018 se chiffre à 5 016,04 Mds contre une prévision annuelle de 20 861,89 Mds conformément à la ventilation sous la nouvelle nomenclature, soit un taux d'exécution de 24,16%.

Comparée aux prévisions du plan d'engagement du premier semestre de 7 124,58 Mds, l'exécution des dépenses hors finex se chiffre à 4 248,65 Mds soit 59,63%. Elle porte sur les dépenses courantes pour 4 075,95 Mds (57,20%) et les dépenses d'investissement pour 172,70 Mds (2,42%).

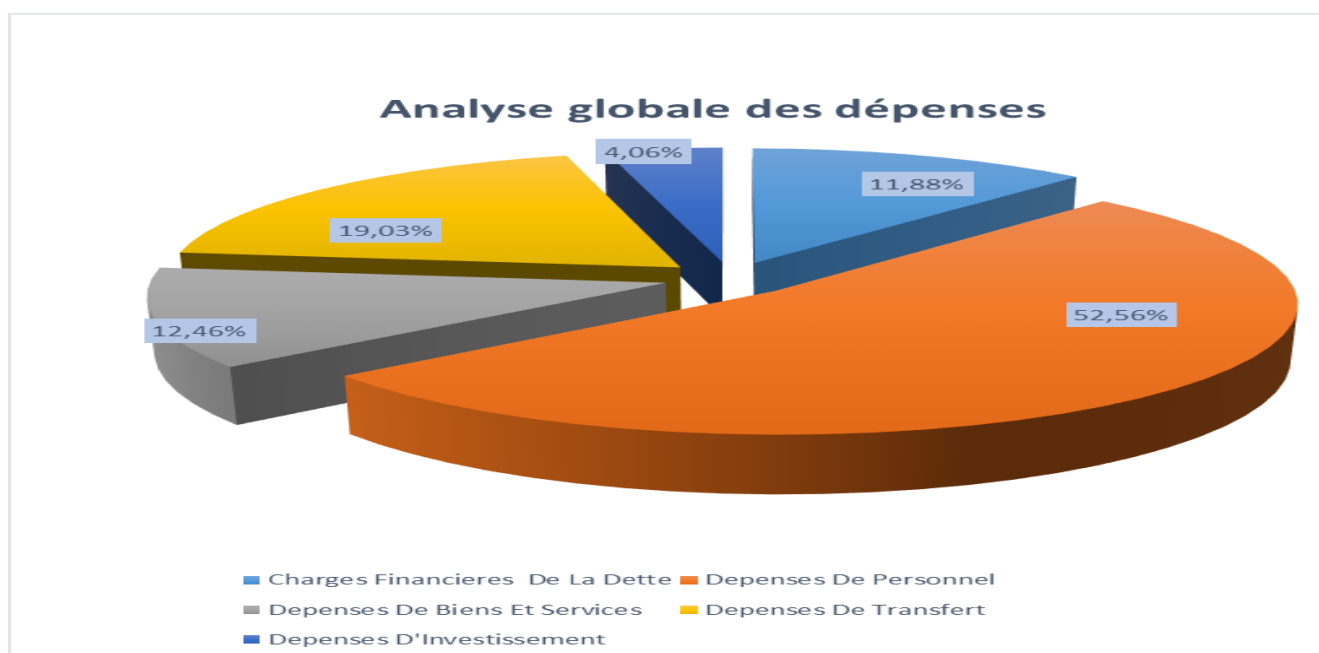
Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables se chiffre à 6 429,34 Mds.

L'exécution globale des dépenses par titre est présentée dans le tableau ci-dessous:

Tableau 12: Exécution Globale/Grandes natures et phases d'exécution de la Dépense publique hors FINEX

Libellés	LFI	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1+T2	Engagements		Paiements	
					T2	Taux	T2	Taux
Charges Financieres De La Dette	1 262,00	0	1 262,00	512,91	114,61	22%	504,89	98%
Depenses De Personnel	4 717,67	0	4 717,67	2390,42	2 323,45	97%	2233,04	93%
Depenses De Biens Et Services	3 149,76	0,11	3 149,76	1118,53	805,76	72%	529,32	47%
Depenses De Transfert	3 682,92	0	3 682,92	1520,13	1 654,08	109%	808,7	53%
Depenses D'Investissement	3 239,04	-0,11	3 239,04	1582,59	680,41	43%	172,7	11%
TOTAL	16 051,39	0	16 051,39	7 124,58	5 578,30	78%	4 248,65	59,63%

Graphique 3: Analyse globale des dépenses



II -2-1 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

A fin juin 2018, sur un objectif semestriel de 5 541,99 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées pour 4 075,95 Mds, soit un taux d'exécution de 73,55%. Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit par titre :

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur un objectif de 512,91 Mds dans le plan d'engagement du premier semestre 2018, les charges financières de dette ont été payées à hauteur de 504,89 Mds soit 98,43%¹.

Ces opérations seront reflétées dès leur régularisation dans la comptabilité des engagements du second trimestre.

- **Titre II : Dépenses de Personnel**

Au titre des Dépenses de Personnel, il a été réalisé à fin juin 2018 un montant de 2 233,04 Mds (93,42%) sur un objectif semestriel de 2 390,42 Mds.

Cette exécution concerne les salaires et traitements pour 2 230,54 Mds et les cotisations sociales pour 2,50 Mds.

Comparée à l'objectif annuel de 4 717,67 Mds, cette exécution se situe à 47,28%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont exécutées pour un montant de 2 266,56 Mds.

- **Titre III : Dépenses de Biens et Services**

¹ La situation d'exécution des charges financières de la dette est en cours de régularisation sur la chaîne des dépenses.

Sur un objectif à fin juin de 1 118,53 Mds, il a été exécuté 529,32 Mds soit un taux d'exécution de 47,32% contre un niveau de mandatement dont la prise en charge comptable s'élève à 709,50 Mds, dégageant ainsi des instances de 180,18 Mds.

Ce faible niveau d'exécution des dépenses de biens et services s'explique essentiellement par les contraintes de régulation budgétaire en début d'exercice liées à la mise en œuvre du programme FEC et de l'effet des manifestations socio-politiques enregistrées au cours du semestre.

Cette exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

Achats de fournitures et biens courants.....	3,35 Mds ;
Achats de fournitures et biens spécifiques	1,30 Mds ;
Fournitures de Services.....	47,21Mds ;
Achat de carburants et Lubrifiants.....	84,11 Mds ;
Consommation Eau, Electricité, Telecommunication.....	60,00 Mds ;
Frais de déplacement.....	21,40 Mds ;
Frais de représentation et manifestation	28,59Mds ;
Entretiens et reparations.....	11,20 Mds ;
Dépenses diverses.....	272,16 Mds.

La prise en charge comptable des dépenses de biens et services se chiffre à 709,50 Mds.

- **Titre IV: Dépenses de Transferts**

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 808,70 Mds sur un objectif à fin juin de 1520,13 Mds, soit un taux d'exécution de 53,20%.

Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit :

Transferts courants.....	423,83 Mds, soit 11,32 % ;
Transferts aux ménages.....	343,13 Mds, soit 9,17% ;
Transferts en capital.....	6,54 Mds, soit 0,17% ;
Autres transferts.....	35,20 Mds, soit 45.52%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 1 429,42 Mds, soit 94% par rapport à l'objectif à fin juin, dégageant ainsi d'importantes instances.

Dépenses d'investissement

- **Titre V : Dépenses d'investissement**

L'exécution à fin juin des investissements publics financés sur ressources propres et finex se chiffre à 940,09 Mds contre une prévision semestrielle de 1 582,59 Mds ; soit un taux d'exécution de 59,40%.

Le financement sur ressources propres se chiffre à 172,70 Mds et se décompose en immobilisations non financières pour 80,05 Mds (46,35%) et en immobilisations financières pour 92,65 Mds (53,85%).

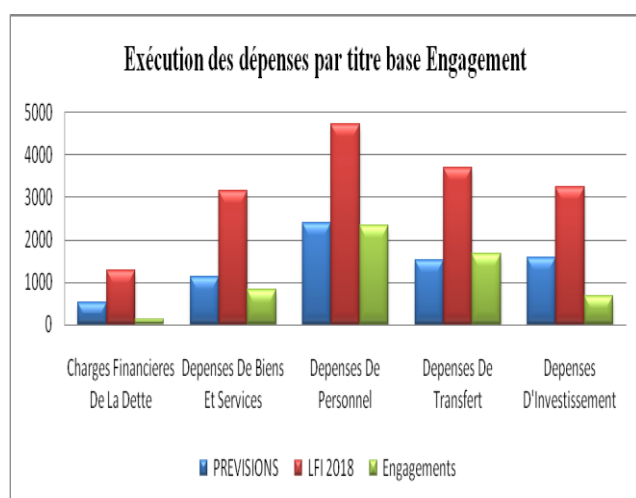
Le financement sur ressources extérieures se chiffre à 767,39 Mds soit 48,49% des prévisions du plan d'engagement.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses d'investissement ont été de 1 518,96 Mds.

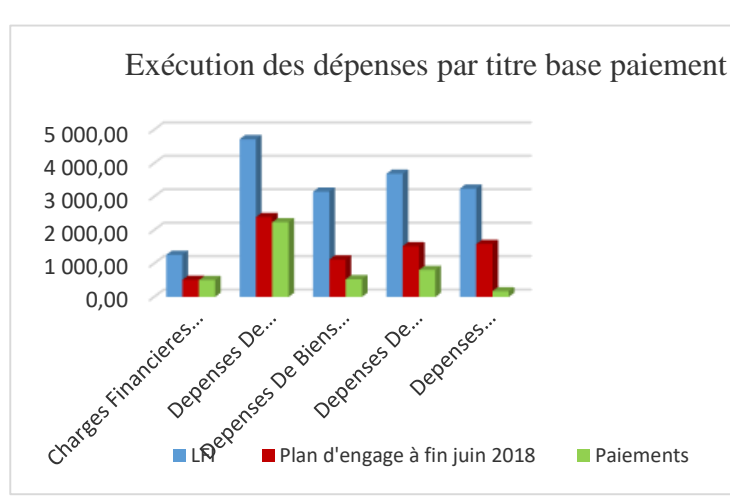
Tableau 13: Exécution des projets FINEX (en milliards de GNF) à fin juin 2018

	LIBELLE	PREVISION FINEX 2018				EXECUTION FINEX 2018			
		Prets	Dons	Total	Taux	Prets	Dons	Total	Taux
2	AFD	0,00	87,45	87,45	4,4%	0,00	0,00	0,00	0,0%
4	IDA	663,26	153,69	816,96	40,8%	0,00	166,58	166,58	20,4%
5	OFID	21,63	31,62	53,25	2,7%	0,00	1,71	1,71	3,2%
6	BAD-FAD	93,37	157,95	251,32	12,5%	0,00	193,16	193,16	76,9%
7	BADEA	94,78	5,63	100,41	5,0%	25,65	0,00	25,65	25,5%
8	BID	305,26	163,91	469,17	23,4%	225,14	55,19	280,33	59,8%
9	FKDEA	0,00	0,00	0,00	0,0%	15,12	0,00	15,12	
10	FIDA	0,00	31,62	31,62	1,6%	0,00	22,48	22,48	71,1%
12	FED/BEI	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,00	0,00	
13	FSD	13,74	0,00	13,74	0,7%	62,37	0,00	62,37	453,9%
14	FEM	0,00	71,09	71,09	3,5%	0,00	0,00	0,00	0,0%
15	Republique populaire de Chine	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,00	0,00	
16	PNUD-FAO-ONUDI-FNUAP-OMS-UNICEF	0,00	35,18	35,18	1,8%	0,00	0,00	0,00	0,0%
17	Republique d'Espagne	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,00	0,00	
21	ADFD	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,00	0,00	
22	BIDC	0,00	5,10	5,10	0,3%	0,00	0,00	0,00	0,0%
23	D2D	0,00	0,00	0,00	0,0%	0,00	0,00	0,00	
24	Autres(CFC-UA-Paye bas-AmbaUSA-Af sud-vietnam-Ameriq	0,00	67,41	67,41	3,4%	0,00	0,00	0,00	0,0%
	TOTAL HORS TAXES	1 192,05	810,66	2 002,71	100,0%	328,28	439,11	767,39	38,3%

Graphique 4: Exécution des dépenses par titre base engagement



Graphique 5: Exécution des dépenses par titre base paiement



II-2-2 situation des instances de paiement au 30 juin 2018

Les instances de paiement de la période se chiffrent globalement à 790,41Mds. elles concernent les dépenses de transferts pour 515,54 Mds et les dépenses d'investissement pour 274,87 Mds.

La situation des instances de paiement au 30 juin 2018 se présente dans le tableau ci-dessous:

Tableau 14: les instances de paiements

N°	Libellés	Ordonnancement	Paiements	Instances de paiement	Restes à régulariser
1	Charges Financieres De La Dette	71,31	504,89	0	433,58
2	Depenses De Personnel	2041,31	2233,04		191,73
3	Depenses De Biens Et Services	366,51	529,32		162,81
4	Depenses De Transfert	1324,24	808,7	-515,54	
5	Depenses D'Investissement	447,57	172,7	-274,87	
TOTAL		4 250,95	4 248,65	-790,41	788,12

Source DNB

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin juin 2018, se chiffre à 1 358,74 Mds soit 1,4% du PIB contre un objectif du programme FMI de 1 022,00 Mds soit 1,04% du PIB.

IV-OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire ainsi obtenu a été financé de la manière suivante :

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement mobilisées au cours de la période se chiffrent à 4 120,12 Mds décomposées en cessions d'actifs pour 11,88 Mds, emprunts pour 2 511,07 Mds, remboursement de prêts accordés pour 0,32 Md et les autres comptes à recevoir 87,97 Mds.

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent 4 085,79 Mds qui comprend le remboursement du capital des emprunts pour 3 600 ,71 Mds et les autres comptes à payer pour 485,08 Mds.

Le solde budgétaire positif qui en découle se chiffre à 1 508,91 Mds.

Tableau 15: la situation des ressources et des charges de financement

CODE NBE	Situation des opérations de financement					
	LES OPERATIONS DE FINANCEMENTS	LFI 2018	Exécution		Taux	Part
			Prév juin 2018	Réal Fin juin 2018		
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	4 035 781 517	657 554 021	4 120 122 031	626,58%	2,14%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF	0	0	1 508 909 626		0,00%
31	CESSION D'ACTIFS	16 437 261	0	11 879 495		99,17%
311	Cession d'Immobilisations Corporelles	0	0	31 500		87,39%
3112	Cession de machines et équipements	0	0	31 500		79,12%
31121	Matériel de transport	0	0	31 500		2,53%
314	Cession d'actifs financiers	0	0	11 813 995		23,26%
3141	Cession d'actions	0	0	11 813 995		52,71%
319	Autres cessions d'immobilisations	16 437 261	0	34 000		50,69%
32	EMPRUNTS	3 923 092 565	568 948 826	2 511 042 502	441,35%	2,02%
321	Emprunts Intérieurs	222 000 000	111 000 000	2 182 763 002	1966,45%	0,62%
32131	Bons du trésor	222 000 000	111 000 000	2 182 763 002	1966,45%	0,62%
322	Emprunts Extérieurs	3 701 092 565	457 948 826	328 279 500	71,68%	0,62%
3223	Organisations Internationales	3 701 092 565	457 948 826	328 279 500	71,68%	8,27%
322 304	BID	0	0	225 140 000		3,02%
322311	BADEA	0	0	25 650 000		0,78%
322401	Fonds Saoudien	0	0	62 370 000		2,05%
322402	Fonds Koweïtien	0	0	15 120 000		0,09%
34	REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	1 105 313	552 657	324 339	58,69%	0,10%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	1 105 313	552 657	324 339	58,69%	3,07%
3431	Remboursements de prêts par des entreprises publiques	1 105 313	552 657	324 339	58,69%	3,07%
39	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	95 146 378	88 052 539	87 966 069	99,90%	1,77%
392	Reste à recouvrer à l'Importation	82 237 727	82 237 727	87 966 069	106,97%	0,07%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	1 710 914 370	711 023 050	4 085 787 386	574,64%	11,87%
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	1 710 914 370	711 023 050	3 600 708 344	506,41%	0,00%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	934 914 370	467 457 185	3 259 972 525	697,38%	0,00%
4111	Remboursement du capital des emprunts dus aux entreprises non financières	232 600 000	116 300 000	104 227 703	89,62%	0,00%
4112	Remboursement du capital des emprunts dus aux institutions financières	278 400 000	139 200 000	958 265 432	688,41%	0,00%
4113	Remboursement du capital des emprunts sur découvert exceptionnel	408 774 563	204 387 282	2 171 902 908	1062,64%	0,00%
411301	Remboursement du capital sur Bons du trésor	408 774 563	204 387 282	2 088 508 741	1021,84%	0,00%
411302	Remboursement du capital des emprunts obligataires	0	0	83 394 167		0,00%
4114	Remboursement de droits et de TVA	15 139 807	7 569 904	25 576 482	337,87%	0,00%
411401	Remboursement de droits	15 139 807	7 569 904	25 576 482	337,87%	0,00%
411402	Remboursement de TVA	0	0	25 576 482		0,00%

412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	776 000 000	243 565 865	340 735 819	139,89%	0,00%
4121	Bilatéraux Club de Paris	229 790 149	114 895 074	124 608 999	108,45%	0,00%
412101	AFD	59 477 920	29 738 960	32 109 323	107,97%	0,00%
412102	Banque de France	166 537 468	83 268 734	84 640 430	101,65%	0,00%
412105	Ducroire	3 774 761	1 887 380	3 571 697	189,24%	0,00%
412118	Eximbank	0	0	4 287 549		0,00%
4122	Bilatéraux hors Club de Paris	320 964 745	16 048 237	126 611 404	788,94%	0,00%
412210	Angola	180 187 500	9 009 375	126 611 404	1405,33%	0,00%
4123	Organisations Internationales	160 573 218	80 286 609	72 769 680	90,64%	0,00%
412302	FIDA	5 944 462	2 972 231	2 881 658	96,95%	0,00%
412303	OPEP	16 330 855	8 165 428	11 056 571	135,41%	0,00%
412304	BID	41 538 640	20 769 320	35 381 584	170,36%	0,00%
412305	IDA	32 551 649	16 275 825	8 560 674	52,60%	0,00%
412307	CEDEAO	25 070 216	12 535 108	7 965 215	63,54%	0,00%
412309	FAD	0	0	1 606 035		0,00%
412311	BADEA	5 944 462	2 972 231	5 317 943	178,92%	0,00%
4124	Fonds Arabes	34 389 014	17 194 507	16 745 736	97,39%	0,00%
412401	Fonds Saoudien	9 866 222	4 933 111	3 637 203	73,73%	0,00%
412402	Fonds Koweïtien	24 522 792	12 261 396	13 108 533	106,91%	0,00%
491	Autres comptes à payer (Reste à payer)	0	0	485 079 042		0,00%

V-CONCLUSION

L'exécution globale du budget de l'Etat à fin juin 2018 dégage un solde budgétaire confortable par rapport aux objectifs du Gouvernement, tels qu'exprimés dans le programme économique soutenu par la facilité élargie du Fonds monétaire international. Ce qui résulte d'une politique budgétaire volontairement restrictive.

L'exécution des recettes au premier semestre 2018 présente une tendance favorable (104,60%), quant aux dépenses, elles se situent à un relativement faible (70,40%) par rapport à l'objectif du plan d'engagement au 30 juin.

Comparativement à la situation à fin juin 2017, l'exécution du budget de l'Etat au 30 juin 2018 fait globalement apparaître une baisse des recettes et des dépenses toutes natures confondues respectivement de 102,5 Mds et 307,11 Mds.

Cette baisse apparente par rapport à l'exercice 2017 s'explique essentiellement pour les recettes par l'effet de leur reclassement selon la nouvelle nomenclature budgétaire. En outre, le niveau des recettes douanières a subi le contre coup d'une politique de prix de produits pétroliers à la pompe qui n'a pas suivi la tendance haussière des prix internationaux ; ce qui a entraîné une baisse des recettes de la taxe spéciale sur les produits pétroliers dont les effets ont commencé à impacter les autres lignes de recettes douanières. La prise en charge durant la période complémentaire d'un montant important d'instances de paiement de 2017 a motivé une politique budgétaire restrictive, en vue du respect de l'objectif de solde budgétaire à fin

juin 2018. Ce resserrement de la politique budgétaire s'est traduit par un plan d'engagement très contraint et une surveillance des paiements par rapport aux ordonnancements.

Le solde de base à fin juin 2018 se chiffre à 1 358,74 Mds contre un objectif du programme FMI de 1 022 Mds. La mise en œuvre du programme d'émission a contribué à l'atteinte de cet objectif, en apportant des ressources nécessaires aux respects de certaines échéances des engagements financiers antérieurs pris par le Gouvernement.

ANNEXES

Tableau 16: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin juin 2018 en Mds de GNF

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1+T2	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
					T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux
Présidence de la Rep	399,91	2,5	402,41	161,6	198,02	122,54%	106,02	65,61%	106,02	65,61%	184,25	114,02%
Primature	64,35	0	64,35	22,89	27,53	120,27%	11,18	48,81%	11,18	48,81%	27,51	120,18%
Min.de la Défense	1893,81	0	1893,81	1042,83	955,22	91,60%	724,3	69,46%	722,18	69,25%	828,39	79,44%
Min.Admin.Terr.Dec	397,47	0	402,4	129,24	99,35	76,87%	67,69	52,38%	67,69	52,38%	37,9	29,33%
Min.Sécurité.Prot.Ci	342,33	0	342,33	148,06	146,65	99,05%	145,32	98,15%	145,32	98,15%	131,37	88,73%
Min.Justice.Gar.Scea	108,4	0	108,4	41,89	33,03	78,85%	33,03	78,85%	33,03	78,85%	31,74	75,77%
Min.Aff.Etran.GEtran	388,08	0	388,08	152,4	106,8	70,08%	11,54	7,57%	11,54	7,57%	70,53	46,28%
Ministère du Plan	123,23	0	123,23	41,73	17,81	42,68%	15,67	37,56%	15,67	37,56%	14,72	35,27%
Min.Eco.et Finances	250,14	0	250,14	100,53	81,78	81,35%	78,64	78,22%	78,64	78,22%	75,04	74,64%
Min. Travail et FP	113,39	0	113,39	36,59	26,58	72,64%	22,93	62,68%	22,93	62,68%	17,68	48,32%
Min.de l'Agr	320,34	0	320,34	129,41	106,07	81,96%	85,12	65,78%	85,12	65,78%	75,46	58,31%
Min.Pêche & Aquacul	56	0	56	25,68	15,84	61,68%	15,6	60,72%	15,6	60,72%	14,79	57,59%
Min.Géo.Min	59,07	0	59,07	24,74	18,77	75,87%	18,65	75,39%	18,65	75,39%	18,65	75,38%
Min.EtatTravaux.Pub.	1076,88	0	1076,88	396,68	255,8	64,49%	189,8	47,85%	189,8	47,85%	74,83	18,86%
Min.Urb.Habit. Const	79,73	0	79,73	30,83	14,6	47,36%	14,6	47,34%	14,6	47,34%	14,2	46,06%
Mn.Comm	49,11	0	49,11	26,43	16,8	63,56%	15,38	58,20%	15,38	58,20%	15,38	58,19%
Min. Hotel. Tourisme	41,78	0	41,78	17,99	8,26	45,91%	8,26	45,93%	8,26	45,93%	5	27,79%
Min.Santé.Hy.Publiq	876,63	8,95	885,58	309,92	224,95	72,58%	213,2	68,79%	213,2	68,79%	138,13	44,57%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	86,88	0	86,88	35,19	16,1	45,75%	12,54	35,64%	12,54	35,64%	11,32	32,17%
Min. Ens.pré.univ	1512,44	0	1512,44	684,84	656,38	95,84%	636,47	92,94%	630,51	92,07%	634,04	92,58%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	208,22	0	208,22	91,51	80,65	88,13%	54,45	59,50%	54,45	59,50%	72,57	79,30%
Minist. Information	56,66	0	56,66	25,38	15,34	60,44%	12,06	47,52%	12,06	47,52%	11,33	44,64%
Min. Jeun.Emploi Jeu	55,33	0	55,33	19,33	12,92	66,84%	12,6	65,17%	12,6	65,17%	9,46	48,94%
Assemblée.Nationale	188,78	0	188,78	98,19	89,23	90,87%	89,23	90,87%	89,23	90,87%	89,23	90,87%
Cour Suprême	27,06	0	27,06	13,25	11,55	87,17%	11,55	87,20%	11,55	87,20%	11,55	87,17%

Haute Autorité. Comm	18,26	0	18,26	7,01	6,1	87,02%	6,1	87,00%	6,1	87,00%	6,1	87,02%
Conseil Eco. Social	22,92	0	22,92	10,58	10,94	103,40%	10,94	103,43%	10,94	103,43%	10,94	103,40%
Secr. Gal Gouv	14,98	0	14,98	3,79	2,01	53,03%	1,76	46,52%	1,76	46,52%	1,71	45,12%
Sec. Affair.Relig.	66,83	0	66,83	22,34	50,58	226,41%	50,52	226,13%	50,52	226,13%	41,51	185,81%
Min.Environ.Eaux.For	102,71	0	102,71	1074,76	46,68	4,34%	44,44	4,13%	44,44	4,13%	41,47	3,86%
Ministère Transports	61,11	0	61,11	0	20,31	#DIV/0!	20,31	#DIV/0!	20,31	#DIV/0!	18,43	#DIV/0!
Grande Chancel.	12,29	0	12,29	0	6,13	#DIV/0!	6,13	#DIV/0!	6,13	#DIV/0!	6,13	#DIV/0!
Min. Ens.Sup.Rec.	1036,56	0	1036,56	0	411,53	#DIV/0!	407,79	#DIV/0!	407,79	#DIV/0!	248,34	#DIV/0!
Grands Projets	21,23	3	24,23	0	11,66	#DIV/0!	11,66	#DIV/0!	11,66	#DIV/0!	4,55	#DIV/0!
Min.Etat Energie Env	1429,61	0	1429,61	0	679,43	#DIV/0!	394,14	#DIV/0!	394,14	#DIV/0!	7,82	#DIV/0!
Min. Tél. Econ.Num	36,33	0	36,33	0	10,3	#DIV/0!	9,77	#DIV/0!	9,77	#DIV/0!	9,87	#DIV/0!
Ministère Elevage	18,34	0	18,34	7,5	4,73	63,07%	4,7	62,60%	4,7	62,60%	4,59	61,20%
Min.Industrie et PME	68,79	0	68,79	57,61	6,93	12,03%	6,93	12,04%	6,93	12,04%	6,6	11,46%
Min.Cultu.Arts.Patri	223,67	7,88	233,47	65,31	63,43	97,12%	44,72	68,47%	44,72	68,47%	38,18	58,46%
Sec Etat Anti drogue	7,95	0	7,95	1,8	1,61	89,44%	1,61	89,25%	1,61	89,25%	0,9	50,00%
Ensembles des Gouvern	9,86	0	4,93	0,3	4,93	1643,33%	4,93	1654,98%	4,93	1654,98%	4,93	1643,33%
Min.du Budget	178,43	0	178,43	56,2	25,89	46,07%	20,71	36,86%	20,71	36,86%	18,1	32,21%
Médiateur.Répub	17,57	0	17,57	7,4	8,32	112,43%	8,32	112,49%	8,32	112,49%	8,32	112,43%
CENI	316	0	316	62,28	48	77,07%	48	77,08%	48	77,08%	48	77,07%
Cours.Const	24,47	0	24,47	12,27	7,7	62,75%	7,7	62,76%	7,7	62,76%	7,7	62,75%
Cour des Comptes	41,09	0	41,09	21,66	12,81	59,14%	12,81	59,15%	12,81	59,15%	12,81	59,14%
Haute Cour de Justic	2,5	0	2,5	1,25	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Haut Conseil Collect	3,4	0	3,4	0,85	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	0	6,91	3,71	1,56	42,05%	1,56	42,12%	1,56	42,12%	0	0,00%
Min.UniteNat.Citoy	14,98	0	14,98	3,16	4,78	151,27%	4,54	143,54%	4,54	143,54%	2,19	69,30%
Dépenses Communes	3518,6	-22,33	3494,34	1897,69	895,94	47,21%	523,1	27,56%	523,1	27,56%	1084,38	57,14%
Total	16 051,41	0	16 051,41	7 124,58	5 578,33	78,30%	4 259,03	59,78%	4 250,95	59,67%	4 248,64	59,63%

Tableau 17: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base engagement) à fin juin 2018 en Mds de GNF

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifica tions	Crédits Actuels	Plan d'Engag ement T1+T2	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
					T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux
Présidence de la Rep	399,91	2,5	402,41	161,6	0	0%	28,33	17,53%	147,57	91,32%	22,12	13,69%	0	0,00%	198,02	122,54%
Primature	64,35	0	64,35	22,89	0	0%	1,46	6,38%	26,07	113,85%	0	0,00%	0	0,00%	27,53	120,27%
Min.de la Défense	1893,81	0	1893,81	1042,83	0	0%	677,69	64,99%	101,35	9,72%	139,35	13,36%	36,83	3,53%	955,22	91,60%
Min.Admin.Terr.Dec	397,47	0	402,4	129,24	0	0%	23,6	18,26%	5,79	4,48%	33,96	26,27%	36	27,86%	99,35	76,87%
Min.Sécurité.Prot.Ci	342,33	0	342,33	148,06	0	0%	130,27	87,98%	15,05	10,17%	1,33	0,90%	0	0,00%	146,65	99,05%
Min.Justice.Gar.Scea	108,4	0	108,4	41,89	0	0%	24,76	59,10%	1,47	3,51%	6,8	16,23%	0	0,00%	33,03	78,85%
Min.Aff.Etran.GEtran	388,08	0	388,08	152,4	0	0%	39,71	26,06%	46,93	30,79%	19,4	12,73%	0,75	0,49%	106,79	70,07%
Ministère du Plan	123,23	0	123,23	41,73	0	0%	12,87	30,85%	4,92	11,80%	0,01	0,03%	0	0,00%	17,8	42,66%
Min.Eco.et Finances	250,14	0	250,14	100,53	0	0%	72,96	72,57%	3,35	3,33%	1,4	1,39%	4,07	4,05%	81,78	81,35%
Min. Travail et FP	113,39	0	113,39	36,59	0	0%	11,51	31,46%	2,86	7,81%	7,65	20,91%	4,57	12,48%	26,59	72,67%
Min.de l'Agr	320,34	0	320,34	129,41	0	0%	77,93	60,22%	4,09	3,16%	1,11	0,86%	22,93	17,72%	106,06	81,96%
Min.Pêche & Aquacul	56	0	56	25,68	0	0%	14,68	57,14%	0,54	2,11%	0,63	2,43%	0	0,00%	15,85	61,72%
Min.Géo.Min	59,07	0	59,07	24,74	0	0%	17,25	69,73%	0,96	3,88%	0,56	2,25%	0	0,00%	18,77	75,87%
Min.EtatTravaux.Pub.	1076,88	0	1076,88	396,68	0	0%	8,83	2,22%	1	0,25%	0,01	0,00%	245,97	62,01%	255,81	64,49%
Min.Urb.Habit. Const	79,73	0	79,73	30,83	0	0%	14,19	46,01%	0,25	0,80%	0,16	0,53%	0	0,00%	14,6	47,36%
Mn.Comm	49,11	0	49,11	26,43	0	0%	14,35	54,29%	1,26	4,78%	0,02	0,06%	1,17	4,43%	16,8	63,56%
Min. Hotel. Tourisme	41,78	0	41,78	17,99	0	0%	5	27,81%	0,32	1,79%	0,94	5,23%	2	11,09%	8,26	45,91%
Min.Santé.Hy.Publiq	876,63	8,95	885,58	309,92	0	0%	128,68	41,52%	23,74	7,66%	32,88	10,61%	39,66	12,80%	224,96	72,59%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	86,88	0	86,88	35,19	0	0%	8,46	24,04%	4,41	12,53%	3,23	9,19%	0	0,00%	16,1	45,75%
Min. Ens.pré.univ	1512,44	0	1512,44	684,84	0	0%	629,74	91,95%	22,9	3,34%	0,35	0,05%	3,4	0,50%	656,39	95,85%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	208,22	0	208,22	91,51	0	0%	62,92	68,76%	1,98	2,17%	10,85	11,86%	4,89	5,34%	80,64	88,12%
Minist. Information	56,66	0	56,66	25,38	0	0%	10,43	41,11%	4,75	18,70%	0,16	0,63%	0	0,00%	15,34	60,44%
Min. Jeun.Emploi Jeu	55,33	0	55,33	19,33	0	0%	5,02	25,98%	3,06	15,83%	3,26	16,85%	1,58	8,18%	12,92	66,84%
Assemblée.Nationale	188,78	0	188,78	98,19	0	0%	42,78	43,57%	0	0,00%	46,45	47,30%	0	0,00%	89,23	90,87%
Cour Suprême	27,06	0	27,06	13,25	0	0%	3,04	22,98%	0	0,00%	8,51	64,22%	0	0,00%	11,55	87,17%

Haute Autorité. Comm	18,26	0	18,26	7,01	0	0%	0,78	11,19%	0	0,00%	5,32	75,81%	0	0,00%	6,1	87,02%
Conseil Eco. Social	22,92	0	22,92	10,58	0	0%	6,72	63,55%	0	0,00%	4,22	39,88%	0	0,00%	10,94	103,40%
Secr. Gal Gouv	14,98	0	14,98	3,79	0	0%	1,16	30,55%	0,85	22,57%	0	0,01%	0	0,00%	2,01	53,03%
Sec. Affair.Relig.	66,83	0	66,83	22,34	0	0%	2,59	11,61%	0,64	2,88%	40,05	179,26%	7,29	32,62%	50,57	226,37%
Min.Environ.Eaux.For	102,71	0	102,71	1074,76	0	0%	41,51	3,86%	4,66	0,43%	0,35	0,03%	0,15	0,01%	46,67	4,34%
Ministère Transports	61,11	0	61,11	0	0	#DIV/0!	16,63	#DIV/0!	0,14	#DIV/0!	3,48	#DIV/0!	0,07	#DIV/0!	20,32	#DIV/0!
Grande Chancel.	12,29	0	12,29	0	0	#DIV/0!	0,27	#DIV/0!	0	#DIV/0!	5,85	#DIV/0!	0	#DIV/0!	6,12	#DIV/0!
Min. Ens.Sup.Rec.	1036,56	0	1036,56	0	0	#DIV/0!	101,44	#DIV/0!	1,5	#DIV/0!	222,47	#DIV/0!	86,12	#DIV/0!	411,53	#DIV/0!
Grands Projets	21,23	3	24,23	0	0	#DIV/0!	0,29	#DIV/0!	0	#DIV/0!	11,37	#DIV/0!	0	#DIV/0!	11,66	#DIV/0!
Min.Etat Energie Env	1429,61	0	1429,61	0	0	#DIV/0!	7,57	#DIV/0!	0,35	#DIV/0!	587,01	#DIV/0!	84,5	#DIV/0!	679,43	#DIV/0!
Min. Tél. Econ.Num	36,33	0	36,33	0	0	#DIV/0!	9,37	#DIV/0!	0,92	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	10,29	#DIV/0!
Ministère Elevage	18,34	0	18,34	7,5	0	0%	4,58	61,08%	0,15	1,97%	0	0,05%	0	0,00%	4,73	63,07%
Min.Industrie et PME	68,79	0	68,79	57,61	0	0%	6,5	11,28%	0,33	0,57%	0,11	0,19%	0	0,00%	6,94	12,05%
Min.Cultu.Arts.Patri	223,67	7,88	233,47	65,31	0	0%	7,82	11,98%	48,49	74,24%	1,81	2,77%	5,31	8,13%	63,43	97,12%
Sec Etat Anti drogue	7,95	0	7,95	1,8	0	0%	0,2	11,33%	1,38	76,56%	0	0,00%	0,02	1,37%	1,6	88,89%
Ensembles des Gouvern	9,86	0	4,93	0,3	0	0	0	0,00%	4,74	1590,56%	0	0,00%	0,19	64,42%	4,93	1643,33%
Min.du Budget	178,43	0	178,43	56,2	0	0%	16,79	29,88%	8,97	15,95%	0,13	0,23%	0	0,00%	25,89	46,07%
Médiateur.Répub	17,57	0	17,57	7,4	0	0%	5,18	70,09%	0	0,00%	3,14	42,41%	0	0,00%	8,32	112,43%
CENI	316	0	316	62,28	0	0%	0	0,00%	40	64,23%	8	12,85%	0	0,00%	48	77,07%
Cours.Const	24,47	0	24,47	12,27	0	0%	3,26	26,60%	0	0,00%	4,44	36,15%	0	0,00%	7,7	62,75%
Cour des Comptes	41,09	0	41,09	21,66	0	0%	4,23	19,55%	0	0,00%	8,58	39,60%	0	0,00%	12,81	59,14%
Haute Cour de Justic	2,5	0	2,5	1,25	0	0%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Haut Conseil Collect	3,4	0	3,4	0,85	0	0%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	0	6,91	3,71	0	0%	0	0,00%	0	0,00%	1,56	42,12%	0	0,00%	1,56	42,05%
Min.UniteNat.Citoy	14,98	0	14,98	3,16	0	0%	0,38	12,14%	4,1	129,59%	0	0,01%	0,29	9,18%	4,77	150,95%
Dépenses Communes	3 518,60	-22,33	3 494,34	1897,69	619,5	33%	19,69	1,04%	263,92	13,91%	405,07	21,35%	92,65	4,88%	1400,83	73,82%
Total	16 051,41	0	16 051,41	7 124,58	619,5	8,70%	2 323,45	32,61%	805,76	11,31%	1 654,08	23,22%	680,41	9,55%	6 083,20	85,38%

Tableau 18: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures yc finex (base paiement) à fin juin 2018 en Mds de GNF

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modi ficati ons	Crédits Actuels	Plan d'Enga gement T1+T2	Charges Financières De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissem ent ressource propres		Depenses D'Investissement finex		TOTAL Investissement		TOTAL GENERAL	
					T2	TAUX	T2	TAUX	T2	TAUX	T2	TAUX	T2	TAUX	T2	TAUX	T2	TAUX	T2	TAUX
Présidence de la Rep	399,91	2,5	402,41	161,6	0	0,00%	26,09	16,15%	138,07	85,44%	20,09	12,43%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	184,25	114,02%
Primature	64,35	0	64,35	22,89	0	0,00%	1,46	6,38%	26,05	113,77%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	27,51	120,18%
Min.de la Défense	1893,81	0	1893,81	1042,83	0	0,00%	634,13	60,81%	69,79	6,69%	120,15	11,52%	4,32	0,41%	0	0,00%	4,32	0,46%	828,39	79,44%
Min.Admin.Terr.D ec	397,47	0	402,4	129,24	0	0,00%	22,84	17,67%	0	0,00%	15,07	11,66%	0	0,00%	166,58	21,71%	166,58	17,72%	204,49	158,23%
Min.Sécurité.Prot. Ci	342,33	0	342,33	148,06	0	0,00%	129,27	87,31%	2	1,35%	0,1	0,07%	0	0,00%	1,71	0,22%	1,71	0,18%	133,08	89,88%
Min.Justice.Gar.Sc ea	108,4	0	108,4	41,89	0	0,00%	24,76	59,10%	0,18	0,44%	6,8	16,23%	0	0,00%	193,16	25,17%	193,16	20,55%	224,9	536,88%
Min.Aff.Etran.GEtr an	388,08	0	388,08	152,4	0	0,00%	24,84	16,30%	38,86	25,50%	6,82	4,48%	0	0,00%	25,65	3,34%	25,65	2,73%	96,17	63,10%
Ministère du Plan	123,23	0	123,23	41,73	0	0,00%	12,79	30,66%	1,91	4,59%	0,01	0,03%	0	0,00%	280,33	36,53%	280,33	29,82%	295,04	707,02%
Min.Eco.et Finances	250,14	0	250,14	100,53	0	0,00%	72,83	72,44%	1,79	1,78%	0,43	0,42%	0	0,00%	15,12	1,97%	15,12	1,61%	90,17	89,69%
Min. Travail et FP	113,39	0	113,39	36,59	0	0,00%	11,51	31,46%	0,83	2,26%	5,35	14,61%	0	0,00%	22,48	2,93%	22,48	2,39%	40,17	109,78%
Min.de l'Agr	320,34	0	320,34	129,41	0	0,00%	75,33	58,21%	0	0,00%	0,12	0,10%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	75,45	58,30%
Min.Pêche & Aquacul	56	0	56	25,68	0	0,00%	14,68	57,14%	0,1	0,40%	0,02	0,06%	0	0,00%	62,37	8,13%	62,37	6,63%	77,17	300,51%
Min.Géo.Min	59,07	0	59,07	24,74	0	0,00%	17,25	69,73%	0,85	3,42%	0,56	2,25%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	18,66	75,42%
Min.EtatTravaux.P ub.	1076,88	0	1076,88	396,68	0	0,00%	8,83	2,22%	0	0,00%	0,01	0,00%	66	16,64%	0	0,00%	66	7,02%	74,84	18,87%
Min.Urb.Habit. Const	79,73	0	79,73	30,83	0	0,00%	14,19	46,01%	0	0,00%	0,01	0,05%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	14,2	46,06%
Mn.Comm	49,11	0	49,11	26,43	0	0,00%	14,35	54,29%	1,02	3,85%	0,02	0,06%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	15,39	58,23%
Min. Hotel. Tourisme	41,78	0	41,78	17,99	0	0,00%	5	27,81%	0	0,00%	0	0,02%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	5	27,79%
Min.Santé.Hy.Publ iq	876,63	8,95	885,58	309,92	0	0,00%	128,06	41,32%	2,2	0,71%	0,06	0,02%	7,81	2,52%	0	0,00%	7,81	0,83%	138,13	44,57%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	86,88	0	86,88	35,19	0	0,00%	8,34	23,69%	0	0,00%	2,98	8,48%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	11,32	32,17%
Min. Ens.pré.univ	1512,44	0	1512,44	684,84	0	0,00%	628,7	91,80%	3,29	0,48%	0,35	0,05%	1,7	0,25%	0	0,00%	1,7	0,18%	634,04	92,58%

Min.Emp. Ens.Tech&FP	208,22	0	208,22	91,51	0	0,00%	62,92	68,76%	0	0,00%	9,64	10,54%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	72,56	79,29%
Minist. Information	56,66	0	56,66	25,38	0	0,00%	10,43	41,11%	0,89	3,49%	0,01	0,03%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	11,33	44,64%
Min. Jeun.Emploi Jeu	55,33	0	55,33	19,33	0	0,00%	5,02	25,98%	2,74	14,16%	1,7	8,78%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	9,46	48,94%
Assemblée.Nationa le	188,78	0	188,78	98,19	0	0,00%	42,78	43,57%	0	0,00%	46,45	47,30%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	89,23	90,87%
Cour Suprême	27,06	0	27,06	13,25	0	0,00%	3,04	22,98%	0	0,00%	8,51	64,22%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	11,55	87,17%
Haute Autorité. Comm	18,26	0	18,26	7,01	0	0,00%	0,78	11,19%	0	0,00%	5,32	75,81%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6,1	87,02%
Conseil Eco. Social	22,92	0	22,92	10,58	0	0,00%	6,72	63,55%	0	0,00%	4,22	39,88%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	10,94	103,40%
Secr. Gal Gouv	14,98	0	14,98	3,79	0	0,00%	1,16	30,55%	0,55	14,52%	0	0,01%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1,71	45,12%
Sec. Affair.Relig.	66,83	0	66,83	22,34	0	0,00%	2,59	11,61%	0,06	0,28%	38,86	173,91%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	41,51	185,81%
Min.Environ.Eaux. For	102,71	0	102,71	1074,76	0	0,00%	40,72	3,79%	0,73	0,07%	0,01	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	41,46	3,86%
Ministère Transports	61,11	0	61,11	0	0	#DIV/0 !	16,63	#DIV/0!	0	#DIV/0!	1,8	#DIV/0!	0	#DIV/0 !	0	0,00%	0	0,00%	18,43	#DIV/0!
Grande Chancel.	12,29	0	12,29	0	0	#DIV/0 !	0,27	#DIV/0!	0	#DIV/0!	5,85	#DIV/0!	0	#DIV/0 !	0	0,00%	0	0,00%	6,12	#DIV/0!
Min. Ens.Sup.Rec.	1036,56	0	1036,56	0	0	#DIV/0 !	98,76	#DIV/0!	0,9	#DIV/0!	148,6 8	#DIV/0!	0	#DIV/0 !	0	0,00%	0	0,00%	248,34	#DIV/0!
Grands Projets	21,23	3	24,23	0	0	#DIV/0 !	0,29	#DIV/0!	0	#DIV/0!	4,26	#DIV/0!	0	#DIV/0 !	0	0,00%	0	0,00%	4,55	#DIV/0!
Min.Etat Energie Env	1429,61	0	1429,61	0	0	#DIV/0 !	7,57	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0,25	#DIV/0!	0	#DIV/0 !	0	0,00%	0	0,00%	7,82	#DIV/0!
Min. Tél. Econ.Num	36,33	0	36,33	0	0	#DIV/0 !	9,37	#DIV/0!	0,5	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0 !	0	0,00%	0	0,00%	9,87	#DIV/0!
Ministère Elevage	18,34	0	18,34	7,5	0	0,00%	4,58	61,08%	0	0,00%	0	0,05%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	4,58	61,07%
Min.Industrie et PME	68,79	0	68,79	57,61	0	0,00%	6,5	11,28%	0	0,00%	0,11	0,19%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6,61	11,47%
Min.Cultu.Arts.Pat ri	223,67	7,88	233,47	65,31	0	0,00%	7,67	11,74%	30,51	46,72%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	38,18	58,46%
Sec Etat Anti drogue	7,95	0	7,95	1,8	0	0,00%	0,13	7,27%	0,75	41,43%	0	0,00%	0,02	1,37%	0	0,00%	0,02	0,00%	0,9	50,00%
Ensembles des Gouvern	9,86	0	4,93	0,3	0	0	0	0,00%	4,74	1590,56 %	0	0,00%	0,19	64,42%	0	0,00%	0,19	0,02%	4,93	1643,33 %
Min.du Budget	178,43	0	178,43	56,2	0	0,00%	16,79	29,88%	1,3	2,31%	0,01	0,02%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	18,1	32,21%
Médiateur.Répub	17,57	0	17,57	7,4	0	0,00%	5,18	70,09%	0	0,00%	3,14	42,41%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	8,32	112,43%
CENI	316	0	316	62,28	0	0,00%	0	0,00%	40	64,23%	8	12,85%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	48	77,07%
Cours.Const	24,47	0	24,47	12,27	0	0,00%	3,26	26,60%	0	0,00%	4,44	36,15%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	7,7	62,75%

Cour des Comptes	41,09	0	41,09	21,66	0	0,00%	4,23	19,55%	0	0,00%	8,58	39,60%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	12,81	59,14%
Haute Cour de Justic	2,5	0	2,5	1,25	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Haut Conseil Collect	3,4	0	3,4	0,85	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit. H	6,91	0	6,91	3,71	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Min.UniteNat.Cito y	14,98	0	14,98	3,16	0	0,00%	0,38	12,14%	1,81	57,17%	0	0,01%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	2,19	69,30%
Dépenses Communes	3518,6	- 22,33	3494,34	1897,69	504,8 9	26,61%	0	0,00%	156,91	8,27%	329,9 2	17,39%	92,65	4,88%	0	0,00%	92,65	9,86%	1084,3 7	57,14%
finex	4810,48	0	4810,48	0	0	#DIV/0! !	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	#DIV/0!
Total	20 861,89	0	20 861,89	7 124,58	504,89	7,09%	2 233,04	31,34%	529,32	7,43%	808,7	11,35%	172,7	2,42%	767,39	100,00%	940,09	100,00%	5 016,04	70,40%

Tableau 19.a: Etat d'Exécution des dépenses de Transfert (hors collectivité) en Mds de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin juin 2018		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	13	53,72	22,12	10	41,18%
Primature	1	0,00	0,00	1	40,17%
Ministère de la Défense Nationale	5	233,34	139,35	4	59,72%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	9	32,92	15,07	7	45,77%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	5,48	1,33	6	24,27%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	6	13,88	6,80	5	48,96%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	4	48,04	19,40	2	40,39%
Ministère du Plan	7	8,91	0,01	3	0,15%
Ministère de l'Economie et des Finances	6	2,55	1,40	5	55,07%
Ministère Travail et Fonction Publique	9	21,25	7,65	8	35,99%
Ministère de l'Agriculture	7	9,04	1,11	5	12,30%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	7	4,88	0,63	6	12,82%
Ministère Mines, Géologie	4	2,85	0,56	3	19,50%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,01	0,01	2	34,59%
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	7	0,96	0,16	4	17,18%
Ministère du Commerce	3	0,05	0,02	3	30,41%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	5	2,55	0,94	4	36,85%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	173	114,01	32,88	171	28,84%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	18	10,27	3,23	8	31,48%
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	5	0,98	0,35	3	35,63%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	12	15,46	10,85	6	70,21%
Ministère de l'Information	4	0,32	0,16	3	48,91%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	8	7,30	3,26	8	44,63%
Assemblée.Nationale	2	87,89	46,45	2	52,84%
Cour Suprême de l'Etat	2	17,02	8,51	2	50,00%
Haute Autorité de la Communication	2	15,85	5,32	1	33,53%

Conseil Economique et Social	2	11,92	4,22	2	35,40%
Secretariat Général du Gouvernement	2	0,37	0,00	1	0,08%
Sécrétariat Général aux Affaires Religieuses	11	43,27	40,05	9	92,57%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts	7	1,56	0,35	5	22,71%
Ministère des Transports	10	13,22	3,48	8	26,29%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	4	11,70	5,85	4	50,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	161	697,59	222,47	134	31,89%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	23,56	11,37	2	48,26%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	6	1129,19	587,01	4	51,98%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	3	0,38	0,00	2	0,96%
Ministère de l'Elevage	4	1,32	0,00	2	0,29%
Ministère industries et des PME	2	0,53	0,11	2	20,54%
Ministère Culture Arts et Patrimoine	13	5,08	1,81	2	35,61%
Ministère du Budget	8	14,76	0,13	3	0,89%
Médiateur de la République	2	5,00	3,14	2	62,74%
Commission Electorale Nationale Indépendante	2	16,00	8,00	2	50,00%
Cours Constitutionnelle	2	17,36	4,44	2	25,55%
Cour des Comptes	2	17,15	8,58	2	50,00%
Haute Cour de Justice	1	2,50	0,00	0	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	3,40	0,00	0	0,00%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	2	3,40	1,56	2	45,86%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	1	0,23	0,00	0	0,00%
Dépenses communes	15	878,32	405,07	6	46,12%
Total	590,0	3607,36	1635,19	478	45,33%

Tableau 19b: Etat d'Exécution des dépenses de Transferts (collectivités) en Mds de GNF

collectivités	Crédit		Exécution fin juin 2018		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Ensemble Villes De Conakry	1	3,40	0,85	1	25,00%
Kaloum	1	0,52	0,13	1	25,00%
Dixinn	1	0,52	0,13	1	25,00%
Matam	1	0,52	0,13	1	25,00%
Ratoma	1	0,52	0,13	1	25,00%
Matoto	1	0,52	0,13	1	25,00%
Boke	10	2,13	0,53	10	25,00%
Boffa	8	1,68	0,42	8	25,00%
Fria	4	0,93	0,23	4	25,00%
Gaoual	8	1,68	0,42	8	25,00%
Koundara	7	1,49	0,37	7	25,00%
Faranah	12	2,50	0,62	12	25,00%
Dabola	9	1,87	0,47	9	25,00%
Dinguiraye	8	1,68	0,42	8	25,00%
Kissidougou	13	2,61	0,65	13	25,00%
Kankan	13	2,69	0,67	13	25,00%
Kerouane	8	1,68	0,42	8	25,00%
Kouroussa	12	2,43	0,61	12	25,00%
Mandiana	12	2,43	0,61	12	25,00%
Siguiri	13	2,61	0,65	13	25,00%
Kindia	10	2,13	0,53	10	25,00%
Coyah	4	0,93	0,23	4	25,00%
Dubreka	7	1,49	0,37	7	25,00%
Forecariah	10	2,05	0,51	10	25,00%
Telemele	14	2,80	0,70	14	25,00%
Labe	13	2,69	0,67	13	25,00%
Koubia	6	1,31	0,33	6	25,00%
Lelouma	11	2,24	0,56	11	25,00%
Mali	13	2,61	0,65	13	25,00%
Tougue	10	2,05	0,51	10	25,00%
Mamou	14	2,87	0,72	14	25,00%
Dalaba	10	2,05	0,51	10	25,00%
Pita	12	2,43	0,61	12	25,00%
N'Zerekore	11	2,31	0,58	11	25,00%
Beyla	14	2,80	0,70	14	25,00%
Gueckedou	10	2,05	0,51	10	25,00%
Lola	9	1,87	0,47	9	25,00%
Macenta	15	2,98	0,75	15	25,00%
Yomou	7	1,49	0,37	7	25,00%
Total general	343	75,55	18,89	343	25,00%

Tableau 20: Ventilation du budget 2018 en fonction des piliers du PNDES à fin juin 2018 (en Mds de GNF)

Piliers	LFI 2018 (1)	Plan d'Engagement T1+T2 (2)	Engagements jan-juin (3)	Paiements jan-juin (4)	Taux d'exécution (5=3/1)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	8 651,87	4 141,43	2 939,16	2 819,65	33,97%
FINEX	222,8	120,02		705,0244	
Transformation économique durable et inclusive	3 255,31	1 250,07	1 153,10	261,05	35,42%
FINEX	3 826,25	1 882,69		62,3655	
Développement inclusif du capital humain	3 999,73	1 673,21	1 481,31	1 163,36	37,04%
FINEX	697,11	0		0	
Gestion durable du capital naturel	144,49	59,86	4,73	4,59	3,28%
FINEX	64,34	0		0	
Total	16 051,00	7 124,58	5 578,30	4 248,65	34,75%
Total FINEX	4 810,50	2 002,71	0	767,3899	
Total général	20 861,89	9 127,28	5 578,30	5 016,04	26,74%

Tableau 21 : Situation Résumée des Opérations Budgetaires de l'Etat en Mds de GNF

Code NBE	SITUATION DES OPÉRATIONS DES ADMINSTRATIONS PUBLIQUES (en milliards de GNF)	LFI 2018	Prévision juin 2018	Réal Juin 2018	Taux de Recouv	part
1	RECETTES	18 537,02	7 294,29	7 938,25	108,83%	100,00%
11	RECETTES FISCALES	15 697,07	6 374,39	6 762,51	106,09%	85,19%
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	3 370,97	1 571,91	1 590,99	101,21%	20,04%
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	197,53	118,32	115,08	97,26%	1,45%
113	Impôts sur le patrimoine	60,47	30,92	28,94	93,60%	0,36%
114	Impôts sur les biens et services	8 847,65	3 079,72	3 462,88	112,44%	43,62%
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	3 128,76	1 538,18	1 564,62	101,72%	19,71%
116	Autres recettes fiscales .	91,69	35,35	0,00		0,00%
12	DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	2 355,40	810,66	439,11		5,53%
13	AUTRES RECETTES	484,54	109,24	723,83	662,61%	9,12%
2	DEPENSES	20 861,89	7 124,58	6 429,34	90,24%	100,00%
21	Charges financières de la dette	1 262,00	512,91	504,89	98,44%	7,85%
22	Dépenses de personnel	4 717,67	2 390,42	2 266,56	94,82%	35,25%
23	Dépenses de Biens et services	3 151,43	1 118,53	709,50	63,43%	11,04%
24	Dépenses de transfert	3 682,92	1 520,13	1 429,42	94,03%	22,23%
25	Dépenses d'investissement	8 047,87	1 582,59	1 518,96	95,98%	23,63%
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:					
NLB	Capacité / besoin de financement (1-2)	-2 324,87	169,71	1 508,91	8,60	
	TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):					
3	RESSOURCES DE FINANCEMENT	4 035,78	490,66	4 120,12	839,71%	100,00%
30	SOLDE BUDGETAIRE POSITIF	0,00	145,58	1 508,91	1036,45%	36,62%
31	CESSION D'ACTIFS	16,44	4,11	11,88	289,09%	0,29%
32	EMPRUNTS	3 923,09	258,45	2 511,04	971,57%	60,95%

321	Emprunts Intérieurs	222,00	94,34	2 182,76	2313,77%	52,98%
322	Emprunts Extérieurs	3 701,09	164,11	328,28	200,03%	7,97%
33	Depots sur les comptes des correspondants du tresor	0,00		0,00		0,00%
34	Remboursements de prets accordees	1,11	0,28	0,32	117,37%	0,01%
341	Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,00		0,00		0,00%
342	Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,00		0,00		0,00%
343	Remboursements de prêts par des entreprises	1,11	0,28	0,32	117,37%	0,01%
344	Remboursements de prêts par des particuliers	0,00		0,00		0,00%
349	Autres remboursements de prêts	0,00		0,00		0,00%
39	Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	95,15	82,24	87,97	106,97%	2,14%
391	Reste à recouvrer Intérieur	12,91	0,00	87,97		2,14%
392	Reste à recouvrer à l'Importation	82,24	82,24	0,00	0,00%	0,00%
4	CHARGES DE FINANCEMENT	4 035,79	490,66	4 085,79	832,71%	100,00%
40	SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	2 324,87		0,00		0,00%
41	REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	1 710,92	490,66	3 463,10	705,80%	84,76%
411	Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	934,92	296,66	3 248,09	1094,89%	79,50%
412	Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	776,00	194,00	215,01	110,83%	5,26%
42	RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00		0,00		0,00%
43	PRETS ACCORDES	0,00	0,00	0,00		0,00%
431	Prêts accordés à des Collectivités locales	0,00		0,00		0,00%
432	Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,00		0,00		0,00%
433	Prêts accordés à des entreprises	0,00		0,00		0,00%
434	Prêts accordés à des particuliers	0,00		0,00		0,00%
439	Autres prêts et avances accordés	0,00		0,00		0,00%

491	Autres comptes à payer (Reste à payer)	0,00	0,00	622,69	#DIV/0!	15,24%
	Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (1-2)-(3-4)=0	0,00	0,00	34,33		0,01
	Solde de base (11-2)+(interret et financemene extérieur)	568,68	1022,000	1 358,74	132,95%	33,26%
SNG	Solde net de gestion (1-21-22-23-24)	5 723,00		3 027,87		
	<i>PIB milliards de GNF</i>	99 558,00	99 558,00	99 558,00		
		5,75%	0,00%	3,04%		
	<i>Principaux agrégats et soldes</i>					
	<i>Charges primaires</i>	12 814,02	5 541,99	4 910,38		
	<i>Charges primaires en % du PIB</i>	12,87%	5,57%	4,93%		
	<i>Solde net de gestion primaire</i>	6 985,00	764,28	3 286,04		
	<i>Solde net de gestion primaire en % du PIB</i>	7,02%	0,77%	3,30%		
	<i>Solde global(1-2)</i>	-2 324,87	169,71	1 508,91		
	<i>Solde global en % du PIB</i>	-2,34%	0,17%	1,52%		
	<i>Solde global primaire</i>	-1 062,87	427,88	1 767,08		